



**Patricia Paquin en plein dans le 1000**

Page C1



**Nathalie Petrowski rencontre Michel Phaneuf**

Page A5

MONTRÉAL | LUNDI 13 NOVEMBRE 2000 | LE PLUS GRAND QUOTIDIEN FRANÇAIS D'AMÉRIQUE | DEPUIS 1884 | 117<sup>e</sup> ANNÉE > NO 25 > 72 PAGES > 6 CAHIERS | 60 C TAXES EN SUS | EST ET NORD-OUEST DU QUÉBEC > HULL-OTTAWA > 70C

## La Floride n'en finit pas de recompter ses voix

JEAN-LOUIS DOUBLET  
Agence France-Presse

**WASHINGTON** – Des voix s'élevaient hier tant du côté démocrate que républicain pour demander une issue rapide à l'imbroglie sur les résultats du scrutin présidentiel aux États-Unis.

« C'est une tache noire pour notre démocratie », a déclaré James Baker, émissaire du candidat républicain George W. Bush en Floride. Il a ajouté que l'affrontement entre les deux camps « était très regrettable ».

« Nous voulons en finir avec cela aussi vite que possible », a affirmé en écho Warren Christopher, qui remplit les mêmes fonctions auprès du candidat démocrate Al Gore.

Tant James Baker que Warren Christopher sont d'anciens secrétaires d'État qui ont conduit la politique étrangère des États-Unis. Ils sont conscients des effets potentiellement dévastateurs pour l'image du pays à l'étranger qu'aurait la prolongation de l'incertitude sur le nom du prochain président des États-Unis.

Le républicain John McCain, candidat malheureux à l'investiture de son parti pour la présidentielle face à George W. Bush, a estimé que « vendredi prochain serait une date idéale pour que tout le monde se mette d'accord ». À cette date, les résultats des votes par correspondance en Floride auront été dépouillés et le résultat dans cet État devrait être connu.

Al Gore et George W. Bush ne sont séparés que par quelques centaines de voix dans cet État où ont lieu des opérations de vérification des votes.

L'avance du républicain George W. Bush sur son rival démocrate Al Gore est en effet tombé de 327 à 288 voix, selon un décompte officieux actualisé hier.

Ce nouveau décompte des médias citant l'agence Associated Press prend en compte une opération de vérification des votes effectuée samedi par machine dans le comté de Palm Beach.

Cette révision a abouti à un gain de 36 voix pour Gore et une perte de trois voix pour Bush. Le vainqueur obtiendra les 25 grands électeurs attribués par la Floride et remportera par là-même l'élection. À l'échelle nationale, Al Gore devance actuellement George W. Bush de quelque 200 000 voix sur 101 millions de suffrages exprimés mardi dernier.

« Le peuple américain est en train de se fatiguer, et le mandat du vainqueur, quel qu'il soit, s'affaiblit », a prévenu John McCain en ajoutant que le prochain président devra avant tout tendre la main au parti battu.

Voir FLORIDE en A2

## MEILLEUR QUE TIGER WOODS!



**Mike Weir s'est enrichi hier d'un million US après avoir battu quelques-uns des meilleurs golfeurs au monde. L'Ontarien de Bright's Grove a remis une carte de 69 pour enlever le championnat du monde de golf à Sotogrande, dans le sud de l'Espagne, empêchant du même coup Tiger Woods de devenir le premier joueur à remporter dix titres au cours d'une même année depuis 50 ans. Il s'agit de la deuxième victoire de Weir depuis son arrivée au sein de la PGA. Il avait remporté les honneurs du tournoi Air Canada, l'an dernier. Quant à Tiger Woods, il a perdu toute chance de gagner le prestigieux tournoi en expédiant une balle dans l'eau au 17<sup>e</sup> trou. Au cours de ses cinq derniers parcours à Valderrama, Woods n'a pu éviter la mare du 17<sup>e</sup> à quatre reprises. À lire en page deux du cahier Sports.**

| DUCEPPE À La Presse |

## Un vote pour le Bloc est aussi un « stimulant » pour un référendum

ALEXANDRE SIROIS  
ET MARTIN PELCHAT

UN VOTE POUR LE BLOC ne signifie pas nécessairement un appui à la souveraineté, mais l'élection d'un plus grand nombre de députés du Bloc québécois le 27 novembre prochain serait considérée comme un « stimulant » pour la tenue d'un prochain référendum.

C'est en substance ce qu'a expliqué hier Gilles Duceppe, au cours d'une entrevue éditoriale à *La Presse*. Interrogé sur la sens d'un vote pour le Bloc, il a ménagé la chèvre et le chou, livrant des réponses très nuancées.

« On ne règle pas la question de la souveraineté lors des élections fédérales, a d'emblée déclaré le chef du Bloc. On ne peut pas sortir et dire: les gens sont dorénavant pour la souveraineté du Québec, ils viennent de l'indiquer, parce qu'on a plus de députés. »

En revanche, M. Duceppe a souligné qu'un « succès du Bloc » serait un « stimulant » pour la souveraineté et pour la tenue d'un prochain référendum.

Voir BLOC en A2

À l'occasion de la présente campagne électorale, *La Presse* a invité les chefs des principaux partis fédéraux à une rencontre avec son équipe éditoriale. M. Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois, est le premier à avoir accepté notre invitation.

### AUJOURD'HUI DANS LA PRESSE

Arts et spectacles	C1-C8	Horoscope	D15
- télévision	C2	Loteries	A2, D8
Auto	D9 à D13	Monde	A10-A13
Avis	E7	Mots croisés	C6, S10
Bandes dessinées	C6	Mot mystère	C6
Bridge	E8	Petites annonces	D14
Décès	E7	- immobilier	D14
Économie	D1-D8	- marchandises	D14, D15
Éditorial	A14	- emplois	D15
Élections	A7-A9	- automobile	D18, E6
Êtes-vous observateur?	D14	- affaires	D4
Feuilleton	C6	Quoi faire	E5
Forum	A15	Têtes d'affiche	E4

**MÉTÉO** Voir S16  
Ciel variable  
Maximum 7 > minimum 4



## Les secouristes commencent à peine à évacuer les corps des 155 victimes du funiculaire

DEBORAH COLE  
ET THÉRÈSE JAUFFRET  
Agence France-Presse

**KAPRUN, Autriche** — Les secouristes ont pénétré hier dans le tunnel du funiculaire de Kaprun, au sud de Salzbourg, dans le centre de l'Autriche, où ont péri 155 personnes, dont au moins 60 étrangers, samedi, selon les secours.

Les secouristes « sont dans le tunnel et examinent les corps », a déclaré Franz Lang, porte-parole de la police de Salzbourg, lors d'une conférence de presse dans la station de ski de Kaprun, d'où part le funiculaire.

Les sauveteurs, qui s'activaient à éclairer le tunnel et réparer les infrastructures détruites par l'incendie, ont exclu de sortir les cadavres avant aujourd'hui.

Environ 900 personnes étaient mobilisées et des équipes de 80 personnes se relayaient dans le tunnel de 3,3 kilomètres.

« Ils réparent l'escalier pour accéder à la cabine et installent l'éclairage », a indiqué à l'AFP le porte-parole des secours, Gerwald Anderle.

Les équipes de recherche n'avaient pu jusqu'alors accéder aux victimes en raison de la fumée.

Les 155 victimes sont 52 Autrichiens, 42 Allemands, 10 Japonais, huit Américains, deux Slovénes, un Croate et 40 personnes dont les nationalités n'ont pas encore été déterminées, a annoncé le gouverneur de la province de Salzbourg, Franz Schausberger.

Les corps doivent être évacués pour identification formelle vers Salzbourg, où ils seront examinés par des médecins légistes, selon M. Schausberger.

« Il ne sera pas possible d'identifier les victimes avec des moyens conventionnels », selon lui.

Parmi les victimes figurent Sandra Schmitt, une Allemande de 19 ans, championne du monde junior en titre de snowboard, et ses parents, selon la Fédération allemande de ski, qui déplore aussi la mort de quatre autres skieurs, âgés de 13 ans, et de trois entraîneurs.

La Fédération autrichienne de ski a annulé trois épreuves de snowboard comptant pour la Coupe du Monde et prévues fin novembre à Kaprun, haut lieu européen du snowboard.

Voir FUNICULAIRE en A2

### ÉLECTIONS 2000

Un document de Kliançe donne des munitions au PLC

Au pays des motards «héros», Duceppe veut serrer la vis

Chrétien rassure les Arabes sur la position du Canada

pages A7 à A9

### NOTRE CHRONIQUEUR

>YVES BOISVERT



La justice  
PAGE E1

Pour un temps limité

**Pas de versement initial Pas d'intérêt avant 90 jours Pas de paiement avant 90 jours**

à l'achat sur la plupart des véhicules 2001 et 2000 en inventaire

Conditions applicables à l'achat seulement sur les véhicules 2000 en inventaire et sur la plupart des véhicules 2001. Exclut Corvette et camionnettes de série 2500/3500. Offre disponible avec un financement à l'achat pouvant aller jusqu'à 48 mois.

## DEMAIN DANS LA PRESSE

### La mode du luxe

Le luxe est à la mode. Au point où certaines boutiques ne peuvent répondre à la demande et créent des listes d'attente. C'est le cas de la boutique Vuitton, chez Ogilvy, où on manque de sacs Looping en toile monogramme, vendus 830 \$ chacun. « Depuis un an et demi, la demande a augmenté de façon extraordinaire, affirme la directrice Pierra Di Fruscia. On vend une grande partie de nos collections avant même de les avoir reçues. Et notre clientèle est de plus en plus jeune. »

À lire demain dans le cahier ACTUEL.



## POUR NOUS JOINDRE

**La Presse** 7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9  
www.cyberpresse.ca

**RÉDACTION** (514) 285-7070

**Nouvelles générales**  
general@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Éditorial, Forum**  
edito@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4816

**Actuel**  
actuel@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Auto, Mon toit, Santé Voyages**  
aso@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Quoi faire aujourd'hui**  
andre.cloutier@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**Arts, Spectacles, Cinéma, Livres**  
arts@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4814

**Économie**  
econo@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-4809

**Sports**  
sports@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 350-4854

**Têtes d'affiche**  
denis.lavoie@lapresse.ca  
Télécopieur: (514) 285-6808

**RENSEIGNEMENTS** (514) 285-7272  
**PROMOTION** (514) 285-7100  
**COMPTABILITÉ** (514) 285-6892  
**RECouvreMENT** (514) 285-6900

#### PUBLICITÉ

**Les petites annonces** : (514) 285-7111  
Télécopieur : (514) 848-6287  
Lundi au vendredi : 8 h 00 à 17 h 30  
**Décès et remerciements** : (514) 285-6816  
Lundi au vendredi : 8 h 30 à 17 h 30  
**Détailants** : (514) 285-6931  
**National et Télé-Plus** : (514) 285-7306  
**Carrières et professions, Nominations** : (514) 285-7320

**ABONNEMENT** (514) 285-6911

Par télécopieur : (514) 285-7039  
Lundi au vendredi : 6 h 30 à 17 h 30  
Samedi : 7 h à midi / Dimanche : 7 h à 11 h

**Envois de publication canadienne**  
Contrat de vente numéro 0531650 Port de retour garanti.  
(USPS003692) Champlain N. Y. 12919-1518

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

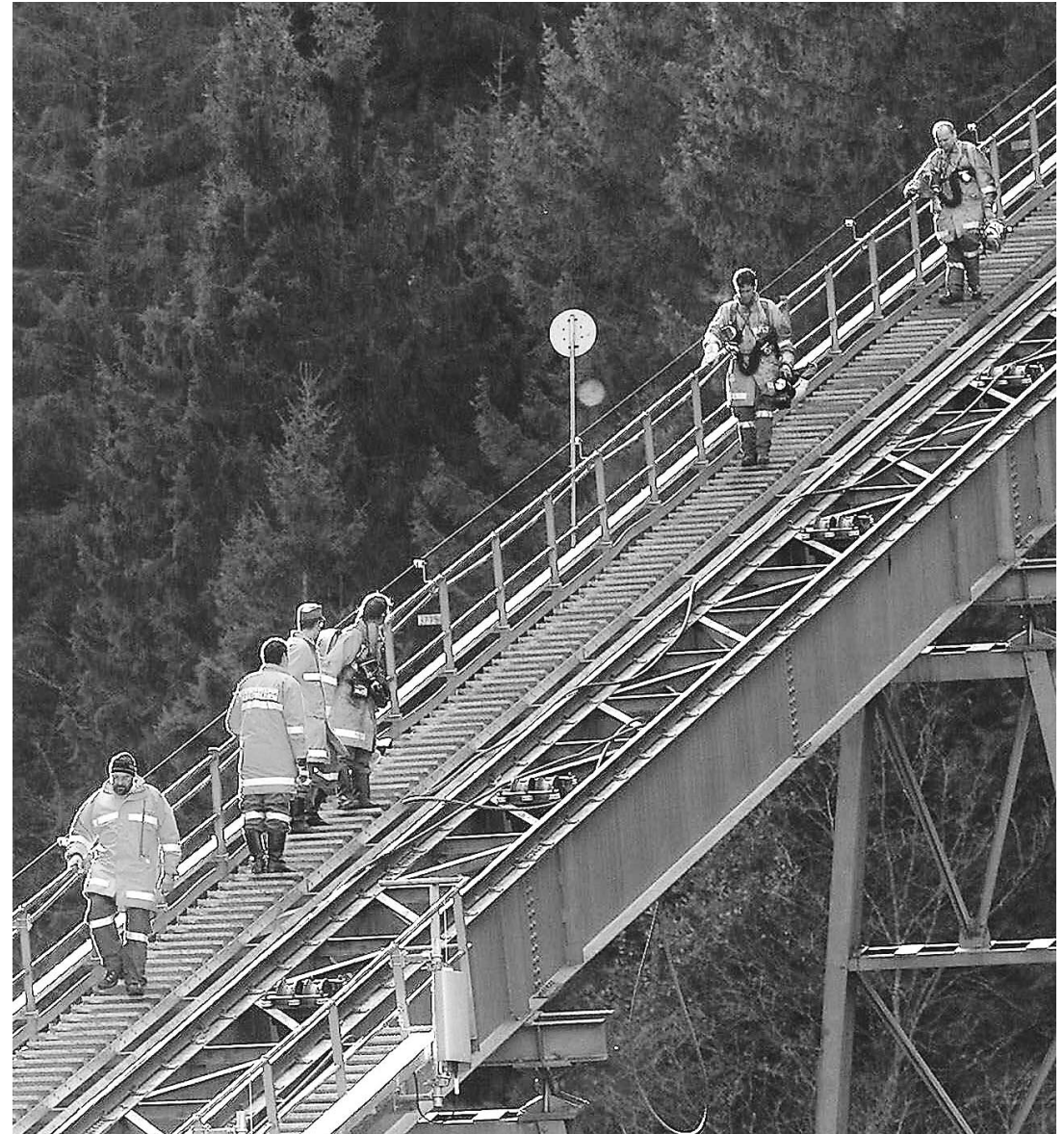
**LOTÉRIES LA QUOTIDIENNE** > À trois chiffres : **6-4-1** > À quatre chiffres : **9-1-8-7**

## SUITES DE LA UNE



Des proches en état de choc attendent des nouvelles près de l'auberge de jeunesse de Kaprun, où se sont rassemblées hier les familles des 155 victimes de l'incendie du funiculaire alpin, samedi.

PHOTO Reuters



Des pompiers exténués redescendent la rampe inclinée à 42 degrés conduisant au tunnel dans lequel le funiculaire de Kaprun a pris feu samedi, causant la mort d'au moins 155 passagers.

PHOTO AP

### FUNICULAIRE

Suite de la page A1

Douze personnes, des Allemands et des Autrichiens, ont réussi à échapper au sinistre, a indiqué un responsable du ministère des Transports, Horst Kuechel.

Le train a pris feu samedi matin après avoir parcouru 600 mètres en montée, dans le tunnel long de 3300 mètres qui mène au glacier du Kitzsteinhorn, dans le massif des Hohe Tauern, au coeur des Alpes autrichiennes.

De nombreuses personnes ont tenté de descendre vers la gare de départ, mais ont péri asphyxiées par des fumées toxiques.

Les thèses sur les causes de l'accident vont d'une rupture de câble entraînant la chute de la cabine et un incendie, à l'incendie acci-

dentel d'une batterie en passant par l'explosion de feux d'artifice emportés par les skieurs ou l'explosion d'autres matières inflammables.

Ces deux dernières hypothèses ont été formellement démenties par la société d'exploitation du tunnel.

Les enquêteurs devront également vérifier pourquoi les portes arrière de la cabine sinistrée n'avaient pu être ouvertes.

Deux extincteurs se trouvaient dans la cabine lors de la catastrophe, sans que l'on sache si ils ont été utilisés. Ce qui n'aurait de toute façon pas changé grand-chose, car tout s'est joué extrêmement vite, selon les autorités.

L'appel d'air était tel que les personnes qui ont tenté de fuir vers le haut n'ont pu atteindre la station intermédiaire destinée à servir d'issue de secours, dans le milieu du tunnel.

Une rampe de fer qui court sur la droite du tunnel, dans une pente de 42,8 % en moyenne, était tellement surchauffée et tordue par la chaleur que les chaussures de ski en matière plastique des victimes ont fondu sur les premières marches.

Les autorités n'ont pas précisé l'âge des victimes, mais craignent que les jeunes soient les plus nombreux, alors que plus de 1500 d'entre eux étaient attendus ce week-end pour une démonstration de snowboard à l'ouverture de la saison.

Les drapeaux étaient en berne hier dans toute l'Autriche, où un deuil national de deux jours a été décrété.

Le chancelier autrichien Wolfgang Schuessel, qui s'est rendu hier à Kaprun, a vigoureusement défendu le tourisme dans son pays, qui est selon lui « à la pointe mondiale de la sécurité » et qui a « investi des milliards dans la sécurité du tourisme ».

Il a exclu tout arrêt préventif des sept autres funiculaires de ce type en circulation en Autriche.

En hommage aux victimes, les pays exportateurs de pétrole ont décidé de reporter à aujourd'hui leur réunion ministérielle prévue pour hier à Vienne.

### FLORIDE

Suite de la page A1

L'affrontement pourrait se prolonger sur le terrain judiciaire. Les républicains ont déjà déposé un recours, qui sera examiné aujourd'hui, pour demander l'interruption des opérations manuelles de vérification de vote en Floride.

Les démocrates étudient la possibilité de demander aux tribunaux de se prononcer sur l'annulation de votes dans ce même État car des électeurs souhaitant voter pour Al Gore ont perfoé deux fois des bulletins après s'être trompés de case.

« Les recours en justice ne sont pas la solution », a estimé John McCain. « Nous devons rester très prudents et très très soucieux des conséquences si les choses allaient devant la justice », a renchéri Tom Daschle, le chef de la minorité démocrate au Sénat.

« Au lieu de rendre les choses plus claires et de mettre un point final à l'élection présidentielle, mettre la décision entre les mains d'avocats ne ferait que renforcer les doutes qu'ont les gens sur le résultat », a estimé l'ex-sénateur démocrate Sam Nunn.

« Al Gore devrait indiquer clairement qu'il reconnaîtra la victoire de George W. Bush s'il perd la Floride après un nouveau décompte scrupuleux et le dépouillement des votes par correspondance. George W. Bush devrait dire à ses avocats d'abandonner leurs poursuites et de laisser les responsables de l'État et des comtés de Floride accomplir leur devoir légal. Les deux hommes qui pourraient diriger l'Amérique doivent maintenant agir à la hauteur de la réputation de la charge qu'ils convoient », a ajouté M. Nunn.

Mais les figures de proue de cette bataille soufflent le chaud et le froid.

Warren Christopher a souligné hier qu'il « n'y a pas de crise constitutionnelle. Il y a une période de 75 jours entre l'élection et la prise de fonctions (du président) et nous n'en sommes qu'à cinq jours ».

James Baker s'est pour sa part refusé à dire si les républicains allaient demander ou non des décomptes dans d'autres États où les résultats sont également très serrés.

### BLOC

Suite de la page A1

« Concrètement, c'est un élément parmi d'autres dans la décision prise par le gouvernement du Québec. On ne peut pas conclure (...) que ça vaut tant de points dans la décision ou pas. Mais est-ce que c'est un stimulant ou pas? Oui, c'est un stimulant. »

Depuis le début de la campagne, les ténors souverainistes ont invité les fédéralistes qui s'opposent à Jean Chrétien à voter pour le Bloc. La stratégie place visiblement le chef du Bloc sur un terrain glissant. Il doit tout à la fois satisfaire les électeurs souverainistes et ne pas effaroucher d'éventuels électeurs fédéralistes, dont ceux qui ont voté pour les conservateurs en 1997.

Il ne tranche donc jamais la question de la portée d'un vote bloquiste, préférant cultiver le paradoxe : « C'est un vote de confiance envers les souverainistes, on ne peut pas nier ça, a-t-il ajouté. Mais ce n'est pas — je l'ai dit

la dernière fois aussi, et on l'avait dit en 1993 également — un vote qui détermine la souveraineté. C'est en référendum que l'avenir du Québec ça va se décider. »

#### Un pari dangereux

M. Duceppe, qui insiste pour dire que les Québécois n'ont que deux options (voter libéral ou voter Bloc), a de nouveau soutenu que les intérêts du Québec à Ottawa seront mieux défendus par son parti. « On regarde cette époque où il y avait 75 libéraux. Est-ce que ça a plus aidé le Québec en recherche et développement? En investissements structurels? Pas du tout », a-t-il dit.

Pour le bloquiste, si les trois autres principaux partis ne représentent pas des options sérieuses pour les Québécois, c'est que le PC de Joe Clark et le NPD d'Alexa McDonough ne s'inscrivent plus dans « le rapport de

force », mais aussi parce que l'Alliance canadienne de Stockwell Day représente un pari « excessivement dangereux » et n'interpelle pas les Québécois.

L'Alliance canadienne est un « parti très idéologique qui propose un système de valeurs qui ne correspond pas aux valeurs chéries par les Québécois et Québécoises », a dit le chef du Bloc, qui a pour la première fois vigoureusement dénoncé l'intention de la formation politique d'organiser des référendums sur plusieurs enjeux sociaux.

« On doit consulter le peuple, mais il y a des questions de droits fondamentaux protégés par la Charte qu'on ne peut pas remettre en question », a déclaré M. Duceppe, pour qui les droits des minorités et des gays et lesbiennes, ainsi que les questions de l'avortement et de la peine de mort, ne devraient pas faire l'objet de référendums.

D'autant plus, a précisé M. Duceppe, que

le Québec risque de ne pas être sur la même longueur d'ondes que le reste du Canada. « Le Canada voterait, supposons, pour l'abolition du droit à l'avortement, et le Québec, pour le maintien du droit à l'avortement. Dans un tel cadre, on imposerait la volonté canadienne à la volonté du Québec. (...) Ça c'est excessivement dangereux. »

D'autre part, hier, en blitz de porte-à-porte au nord de Montréal, M. Duceppe n'a pas écarté la possibilité que son parti redevienne l'opposition officielle à la Chambre des communes. « Il faut envisager tous les scénarios », a-t-il dit.

« C'est difficile d'expliquer ça intellectuellement. Il y a un certain nombre de choses qui se sentent. Et ça sent bon », a ajouté le bloquiste. Il a toutefois conseillé à ses militants de ne rien prendre pour acquis : « Regardez ce qui se passe aux États-Unis. Chaque vote est important. »

# ACTUALITÉS

## Des chercheurs de McGill croient avoir découvert un traitement cardiaque

HELEN BRANSWELL  
Presse Canadienne

**TORONTO** — À l'instar de celles du cerveau, les cellules du cœur ne se régénèrent pas. Des chercheurs de l'Université McGill, à Montréal, croient toutefois avoir découvert une façon de pousser le corps à en produire davantage.

Si jamais leur méthode — seulement mise à l'essai sur des rats, pour le moment — se révélait efficace chez l'être humain, elle pourrait donner lieu à un traitement prometteur des problèmes cardiaques, principale cause de décès en Occident.

« Si nous trouvons une façon de faire croître le muscle cardiaque, nous devrions renforcer le muscle cardiaque déjà existant, et ainsi améliorer le fonctionnement de patients aux prises avec cette insuffisance cardiaque très commune », affirmait le Dr Ray Chiu hier en rendant publics les résultats des travaux menés à l'institution montréalaise, lors du congrès annuel de l'American Heart Association, à La Nouvelle-Orléans, en Louisiane.

Les maladies cardiovasculaires tuent davantage de Canadiens chaque année que tout autre mal. On estime qu'un Canadien sur quatre — soit près de huit millions de per-

sonnes — est aux prises avec un problème cardiovasculaire d'un type ou d'un autre.

La médecine n'a pu venir en aide aux malades du cœur que de façon limitée, le corps humain ne produisant pas de nouvelles cellules cardiaques lorsque celles existant déjà sont éliminées lors d'attaques, par des virus ou en raison de malformations congénitales.

Cependant, des recherches menées sur des cellules méconnues de la moelle osseuse — appelées cellules souches — portent à croire que le corps pourrait produire de nouvelles cellules cardiaques si jamais les médecins donnaient un petit coup de pouce à la nature.

L'équipe de McGill a isolé des cellules souches de la moelle osseuse de 22 rats, et injecté celles-ci directement dans leur cœur. Les cellules en question avaient été traitées au moyen d'un produit chimique fluorescent afin que les chercheurs soient par la suite en mesure de les retracer.

Dans le cas de 20 des 22 rats, les cellules souches se sont développées en muscle cardiaque fonctionnant proprement et de concert avec le reste des cellules du cœur.

« Nous affirmons maintenant que dans de bonnes circonstances, les cellules souches peuvent se transformer en muscle cardiaque », a déclaré M. Chiu.

D'autres essais seront nécessaires avant que cette méthode puisse être tentée sur des êtres humains. Néanmoins, le Dr Chiu a dit croire la chose possible avant deux ans.

| APRÈS UNE ATTAQUE |

## Un régime de type « méditerranéen » prolonge la vie

Agence France-Presse

**WASHINGTON** — Un régime alimentaire de type « méditerranéen », riche en huile d'olive, fruits, légumes et poisson, est le meilleur pour la santé à la suite d'une attaque cardiaque, ont indiqué hier des chercheurs à la Nouvelle-Orléans (Louisiane).

« Le fait de manger plus d'aliments associés à la culture méditerranéenne et moins de produits contenant des graisses saturées, comme le beurre, a eu pour conséquence une nette réduction du risque de décès », a déclaré le Pr Roberto Marchioli devant le congrès de l'Association américaine de cardiologie.

Ainsi, a-t-il dit, « les personnes suivies qui avaient dans leur régime le plus d'huile végétale et de beurre ont eu près de trois fois plus de risque de décès que celles qui avaient mangé plus de fruits et de légumes, et avaient consommé de l'huile d'olive ».

Les chercheurs, du Consorzio Mario Negri Sud, en Italie, ont suivi pendant 42 mois 11 324 Italiens victimes d'une attaque en examinant leurs régimes. Comparés à ceux qui avaient un régime « idéal », ceux qui consommaient le plus de beurre couraient le risque de mourir 2,6 fois plus au cours de ces 42 mois.

Bien qu'assez riche en graisses, le régime dit « méditerranéen » est estimé sain parce qu'il contient beaucoup d'éléments protecteurs tels que des antioxydants (fruits), des graisses non saturées (huile d'olive) et certains acides gras trouvés dans le poisson.

Il est connu que les habitants de pays tels que la Grèce, l'Italie et l'Espagne meurent moins souvent de maladies coronariennes que les Européens des pays situés plus au nord.



Photo ROBERT SKINNER, La Presse ©

## Les cadets se souviennent

Les cadets du Canadian Grenadier Guards, une unité d'infanterie qui compte environ 150 soldats citoyens, ont défilé hier dans les rues de Montréal avec les soldats du régiment à l'occasion de sa parade annuelle du jour du Souvenir. Le régiment, qui a été fondé en 1764, s'appelait à l'époque la 1<sup>re</sup> compagnie Région de Montréal Milice.

## Un vol de CanJet rebrousse chemin

Des témoins lumineux faisaient défaut

Presse Canadienne

**HALIFAX** — Un vol de la compagnie CanJet a dû rebrousse chemin hier après avoir éprouvé un problème avec son train d'atterrissage quelques minutes après avoir décollé de l'aéroport de Halifax.

Le vol de la compagnie aérienne à tarifs réduits devait se rendre à Toronto et Ottawa, mais a dû retourner à Halifax, sans incident, son train d'atterrissage ayant retrouvé sa position normale.

Le président de IMP Group, qui contrôle CanJet, Ken Rowe, a déclaré que ce genre d'incident n'était pas inhabituel dans l'industrie aérienne, mais que c'était la première fois qu'il se produisait sur l'un de ses avions. La compagnie CanJet a commencé ses acti-

vités en septembre, offrant 250 vols à tarifs réduits chaque semaine entre Halifax et Toronto, Ottawa, Montréal et Winnipeg.

M. Rowe a expliqué que peu de temps après le décollage, le pilote a tenté de fermer le train d'atterrissage, mais que des témoins lumineux lui ont indiqué qu'il n'était pas en position dans son habitacle.

Après avoir tenté l'opération une seconde fois, les témoins lumineux se sont encore allumés. Le pilote a alors décidé de rebrousse chemin.

Ce n'est qu'une fois sur le tarmac que les employés d'entretien ont pu déterminer que ce sont les témoins lumineux qui fonctionnaient mal, et non le mécanisme de fermeture du train d'atterrissage.

## Le président d'Air Canada affirme devancer son échéancier

Presse Canadienne

**TORONTO** — En dépit du fait que son solde de places ait congestionné les lignes de son service de réservation, le président et chef de la direction d'Air Canada, Robert Milton, affirme devancer son échéancier, et qu'il complètera avant terme le programme visant à améliorer en 180 jours la qualité des services offerts par le transporteur.

M. Milton croit même être en mesure de respecter sa promesse d'ici la fin du mois, même si la fusion complète des programmes de fidélisation Aeroplan et Canadien Plus ne sera achevée que le 1<sup>er</sup> janvier.

Air Canada et les Lignes aériennes Canadien International doivent également franchir un obstacle posé par les autorités de réglementation. En effet, elles ne partageront le même permis d'exploitation que l'an prochain.

## Un feu ravage une banque à Trois-Rivières

Presse Canadienne

**TROIS-RIVIÈRES** — Un incendie a éclaté hier matin dans une succursale de la Banque de Montréal au centre-ville de Trois-Rivières, causant d'importants dégâts.

Les flammes ont pris naissance au troisième étage de l'édifice, et un restaurant adjacent a aussi subi des dommages.

Une quarantaine de pompiers ont été appelés à combattre le sinistre. Ils ont rapidement circonscrit les flammes, ce qui a permis d'éviter que les commerces adjacents et la salle de spectacle J.-Antonio-Thompson ne s'embrasent.

Les enquêteurs ont dit ignorer pour l'instant les causes du sinistre, tout comme ils ne pouvaient indiquer s'il s'agissait d'un accident ou d'un incendie criminel.

Il a par ailleurs été impossible de chiffrer les dégâts.

Le feu a pris naissance vers 7 h 25 au troisième étage de l'édifice qui abrite la Banque de Montréal. La fumée qui s'élevait à près de 50 pieds était visible à des kilomètres à la ronde. Trois personnes habitant l'édifice adjacent ont été évacuées, mais nul n'a été blessé.

L'incendie a été maîtrisé vers 9 h 50. Bien que les pompiers aient réussi à circonscire les flammes, certains commerces ont subi des dommages.

Les employés de la Banque de Montréal devraient être placés dès demain dans d'autres succursales de la ville.

La Banque n'occupait que le premier étage de l'édifice de la rue Des Forges. Les deux autres étages étaient inhabités. Quant à l'argent et aux coffres de sûreté, ils se trouvent dans une voûte à l'épreuve du feu.

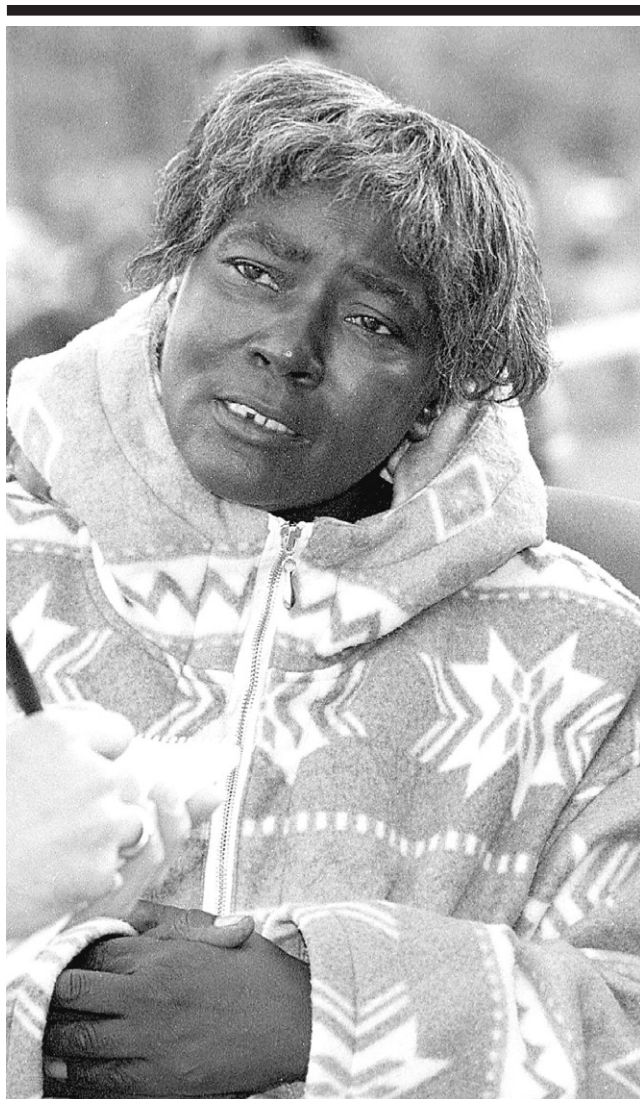


Photo AP ©

## Un incendie en Caroline du Nord fait sept victimes

Sept personnes, dont cinq enfants, ont péri dans un incendie qui a ravagé une habitation située à deux pâtés de maisons de la caserne des pompiers de la localité de Rocky Mount, en Caroline du Nord. On compte au nombre des victimes un bébé de quatre mois et une quinquagénaire. Quatre autres personnes ont été hospitalisées et cinq autres sont sorties indemnes du sinistre. Les enquêteurs n'ont pu encore déterminer la cause exacte de l'incendie, qui a pris naissance à l'arrière de la demeure. Cidessus, Virgie Lane, la grand-mère de quelques-unes des victimes, répond aux questions de reporters.

NISSAN  
À LA PUISSANCE 2001

MISEZ SUR NOS  
126 CHEVAUX GAGNANTS

LA SENTRA 2001

■ MOTEUR 1,8L DE 126 CHEVAUX — LE PLUS PUISSANT DE SA CATÉGORIE\* ■ DOSSIER ARRIÈRE RABATTABLE 60/40 ■ PNEUS TOUTES SAISONS 14 PO ■ TÉLÉOUVERTURE DU COFFRE ET DE LA TRAPPE DE CARBURANT ■ PARE-BOUE AVANT ET ARRIÈRE ■ PARE-CHOCS COULEUR CARROSSERIE ■ ASSISTANCE ROUTIÈRE 24H ■ TRANSPORT ET PRÉPARATION INCLUS

199\$  
PAR MOIS

LOCATION 48 MOIS\*  
OU FINANCEMENT À PARTIR DE 4,8%\*\*



\*Location de 48 mois pour la Sentra XE 2001 (CALG51 A400). Acompte ou échange équivalent de 1995\$. Limite de 20 000 km par année avec 0,10\$/km extra. Premier versement et dépôt de garantie équivalent à un versement mensuel (toutes taxes incluses) requis à la livraison. Taxes, immatriculation et assurance en sus. Sur approbation du crédit. †Petites berlines japonaises de base année-modèle 2000. \*\*Taux de financement de 4,8% à l'achat pour les termes jusqu'à 36 mois. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Le modèle illustré est à titre indicatif seulement.

www.nissancanada.com 1 800 387-0122 TOUJOURS PLUS LOIN.

## Les péquistes de Montréal-Centre veulent une forte hausse du salaire minimum

DENIS LESSARD

QUÉBEC — Les militants péquistes de Montréal-Centre préparent un feu d'artifice à la direction du Parti québécois lors du prochain conseil national, début décembre, à Québec. Une résolution devrait ainsi être adoptée ce soir qui préconise une hausse de 10,5 % du salaire minimum.

« C'est ce qu'on vient de donner aux députés ; la fonction publique a aussi eu une hausse de cet ordre et on ne pourrait pas faire autant pour les plus démunis, cela n'a pas de bon sens », de lancer hier André Rény, président de l'association péquiste de Mercier. Joint hier, le président régional de Montréal-Centre, Mario Beaulieu, soulignait que cette proposition avait « bien des chances de passer » au niveau de la région et se retrouvera donc sur le parquet du conseil national dans deux semaines.

À la mi-octobre, après la Marche des femmes, le gouvernement Bouchard avait annoncé une majoration de 10 cents l'heure du taux du salaire minimum, qui est passé à 7 \$. « Cela représente une hausse de 1,4 % », s'insurge M. Rény.

La semaine dernière, le gouvernement Bouchard donnait preste-

ment son aval au rapport d'un comité d'experts qui préconisait une hausse immédiate de 10,5 % du salaire des élus à l'Assemblée nationale — une hausse supplémentaire de 5 % devrait être appliquée d'ici janvier 2002.

Autre résolution susceptible de « faire grincer des dents », prédit M. Beaulieu : les péquistes de Mercier proposent, dans le cadre de la réforme municipale à Montréal, que seuls les arrondissements ayant une population majoritairement de langue maternelle anglophone aient un statut bilingue. Cette proposition, susceptible de faire perdre leur statut bilingue à certaines villes de l'île de Montréal devenues arrondissements va beaucoup plus loin que la formulation retenue dans le programme du PQ, en mai dernier, où seuls les arrondissements qui voulaient désormais avoir ce statut devaient démontrer que leur population était à plus de 50 % de langue maternelle anglophone.

En outre, devant l'absence de réponse du gouvernement Bouchard à la Marche des femmes, explique M. Rény, l'association péquiste de Mercier propose par résolution d'adopter une loi-cadre visant l'élimination de la pauvreté — une vieille revendication des groupes

de femmes et de démunis. Plusieurs militants péquistes de Mercier ont trouvé « insuffisante » la réponse du gouvernement à la campagne de Françoise David, le mois dernier, d'autant plus que Québec a désormais en poche des surplus budgétaires qui lui permettraient de répondre à ces attentes.

Mercier préconise aussi une indexation des prestations d'aide sociale des ménages aptes au travail.

Finalement, ce qui contribuera à mettre en rogne Lucien Bouchard, la marche d'Yves Michaud vers l'investiture péquiste dans Mercier paraît inévitable. Déjà l'exécutif de Mercier avait unanimement appuyé la candidature de l'ancien délégué du Québec à Paris — connu plus récemment pour ses prises de position dans le débat linguistique et sa défense des petits actionnaires des institutions bancaires.

Or, depuis la fin octobre, une poignée de péquistes de Mercier ont recueilli plus de 200 noms sur une pétition demandant à M. Michaud de présenter sa candidature dans le comté, et au chef du PQ, Lucien Bouchard, de déclencher la partielle le plus vite possible. Techniquement, il a jusqu'en avril pour annoncer l'élection destinée à trouver un successeur à Robert Perreault.

| FONCTION PUBLIQUE |

## Inquiétude et colère chez les « occasionnels »

SYLVAIN LAROCQUE

LA GROGNE était palpable hier après-midi au complexe Desjardins. Plus de 500 fonctionnaires occasionnels ont protesté contre ce qu'ils considèrent comme un « mépris du Conseil du Trésor » à leur endroit.

« Le Conseil du Trésor brise les espoirs des fonctionnaires qui espéraient sortir de la précarité avec la signature de la dernière convention collective, soutient Jean-Paul Larivière, président du Syndicat de la fonction publique du Québec (SFPQ) pour la Montérégie. Le personnel occasionnel se sent floué. Il craint que le gouvernement ne s'apprête à mettre à pied des gens qui oeuvrent depuis des années dans la fonction publique en leur imposant des outils d'évaluation qui ne tiennent pas suffisamment compte de leur expérience acquise. C'est un véritable gaspillage de fonds publics. »

En vertu de la convention collective signée en avril, le Conseil du Trésor a accordé cet automne à plus de 2500 employés occasionnels — ceux qui ont travaillé au moins 55 mois sur 60 au cours des sept dernières années — le statut d'employés permanents. Par contre, les quelque 5000 « occasionnels » qui cumulent entre un an et quatre ans et demi d'ancienneté ont dû se

soumettre à un examen de connaissances générales qui, s'ils le réussissent, leur permettra d'accéder à des emplois permanents tout en conservant leur droit de rappel sur les postes occasionnels.

« Ces concours ont provoqué tout un émoi chez le personnel occasionnel, explique Denis Turcotte, vice-président du SFPQ pour la région Montréal-Laval. Les gens se sont sentis méprisés en constatant que les examens visaient à les faire échouer plutôt qu'à tenir compte de leur expérience acquise. Certains ont carrément terminé l'examen en état de détresse, ayant l'impression d'avoir passé un test qui les éliminera de la fonction publique. »

Lise Désautels, qui manifestait hier, fait partie de ceux-là. « Nous n'avons rien contre l'évaluation de nos compétences, mais encore faut-il qu'elle porte sur les tâches que nous effectuons chaque jour », a-t-elle dit sur un ton indigné.

Quant aux 5000 « occasionnels » qui ont travaillé moins de 12 mois au cours des 15 mois précédant la signature des conventions collectives, ils pourront participer aux 125 concours de recrutement public qui se tiendront en 2001.

VOTRE CONCESSIONNAIRE CINQ ÉTOILES

### pie IX 2000

1<sup>er</sup> concessionnaire Chrysler au Québec pour ses ventes au détail  
**MERCI À VOUS TOUS DE NOUS FAIRE CONFIANCE**  
 L'offre se termine le 17 nov. 2000

**Grand Cherokee Laredo 2000**  
 bien équipé + CD cassette  
**479\$\*/mois**



**Grand Cherokee Limited 2000**  
 tout équipé  
**38 795\$\*\***



**Caravan 2000**  
 bien équipé  
**329\$\*/mois**



DÉMARREUR À DISTANCE INCLUS

**Town & Country 2000**  
 tout équipé + sièges chauffants  
**34 795\$\*\***



**Néon 2000**  
 NEUF # 202330  
 • AUTOMATIQUE  
 • CLIMATISEUR • BEAUCOUP PLUS  
**15795\$\*\*** ou **0%** financement jusqu'à 60 mois



**Concorde LX1 démonstrateur**  
 tout équipé + cuir  
**27 495\$\*\***



\* Location 36 mois, comptant 1495 \$, transport et préparation inclus, taxes en sus.  
 \*\* Transport et taxes en sus. Rabais du concessionnaire inclus.  
 † Rapport de Chrysler Canada pour l'année 2000.

Visitez notre nouveau site WEB et laissez-nous vos commentaires.  
[www.pieixchrysler2000.com](http://www.pieixchrysler2000.com)

**pie IX** (514) **327-9000**  
 BODGE CHRYSLER 2000 inc.  
 9350, boul. Pie-IX, Montréal (Nord de Métropolitain)  
 TAUX HORAIRE MÉCANICIEN 49\$/H. SERVICES CINQ ÉTOILES.

2907380

# L'art de vivre, selon le sommelier



**NATHALIE PETROWSKI  
RENCONTRE  
MICHEL PHANEUF**

npetrowski@lapresse.ca

Michel Phaneuf ne savait pas comment me poser la question. Il me toisait du haut de ses six pieds en rougissant comme un écolier. C'est une question indiscreète, commença celui qui depuis 20 ans, par ses livres, ses chroniques, ses conseils et son club, Les amitiés bachiques, a donné le goût du vin à des milliers de Québécois.

« Quelle est l'année de votre naissance ? » poursuivit-il avec un air presque coupable. La question, lancée au beau milieu du lancement de *Guide du vin*, qui fête cette année son vingtième anniversaire, était en effet un tantinet indiscreète. J'en saisis le sens le lendemain en apercevant la bouteille de porto portugais posée comme un diamant noir sur le buffet de la salle à manger dans la maison de Michel Phaneuf à Mont-Royal.

Il s'agissait d'un Adriano de la maison Ramos Pinto datée de 1955, une bouteille aujourd'hui introuvable sur le marché que Michel Phaneuf avait sortie de sa cave privée pour souligner la première année de mon existence. Inutile de préciser que son indiscretion était toute pardonnée.

Posant délicatement la bouteille poussiéreuse sur la table, mon hôte tenta avec la Rolls Royce des tire-bouchons, un Screwpull Le Creuset à l'allure quasi chirurgicale, d'en extraire le bouchon qui en raison des années ne tenait plus qu'à une pensée. En vain. Il sortit un deuxième instrument, un magnifique Laguiole en bois rose. Rien n'y fit. Cette délicate boucherie se termina avec un vulgaire extracteur à deux lames qu'il glissa entre le bouchon et le goulot. Le bouchon en miettes mourut sur le comptoir laissant s'échapper de la bouteille un parfum capiteux.

En portant le porto à son nez, son visage concentré et sérieux, s'illumina. « Oh que ça sent bon ! » s'exclama-t-il avec des yeux rêveurs. Puis avec des gestes lents et appliqués, il commença à verser son élixir dans des verres à vin aussi fins que du sable.

Un autre que Phaneuf, entendre un millionnaire ayant fait fortune dans le métal, le plastique, le papier de toilette ou les nouvelles technologies, aurait peut-être débouché la même bouteille, mais l'intention n'aurait pas été la même. Le millionnaire aurait cherché à impressionner la pauvre salariée que je suis en versant le précieux liquide avec un doigt de vanité et une pincée de suffisance.

Michel Phaneuf, lui, était tout simplement heureux de me faire partager un grand porto avec lui. Ce n'était ni de la politesse ni une tactique de relations publiques de sa part. C'était un geste de civilité, mais aussi un pied de nez à ce que Phaneuf appelle la dictature des millionnaires et des buveurs d'étiquettes.

Michel Phaneuf se souvient encore d'escapades à New York au milieu des années 70. À l'époque, un Pétrus 71 se détaillait 11 dollars US la bouteille. Aujourd'hui, la boutique Signature de la SAQ vend la même bouteille pour la modique somme de deux mille cinq cents dollars. Michel Phaneuf déplore la surenchère.

« Le malheur est que ce phénomène entraîne tout le marché international du vin dans une spirale ascensionnelle apparemment sans fin », écrit-il dans le *Guide du vin 2001*. En le résultat que les grands vins deviennent inaccessibles au

commun des mortels. Hélas, tout indique que l'élite des grands vins du monde sera désormais réservée au club de plus en plus bondé des nouveaux millionnaires pour qui le vin est devenu, comme d'autres produits de luxe, un signe extérieur de richesse.

Michel Phaneuf ne porte pas ses parvenus du vin dans son cœur. Mais il n'aime pas plus ces gens qui à chaque fois qu'ils ouvrent une bonne bouteille, se lancent dans des descriptions délirantes sur les odeurs de boisé, de cheddar ou de yogourt qu'ils ont humées.

« Pourquoi faut-il à tout prix parler d'un vin quand on le déguste, demande-t-il. Les mots, dans ces occasions, sont des béquilles utilisées par des gens qui veulent absolument parler du vin alors qu'ils ne savent pas quoi dire. Chose certaine, vous n'entendrez jamais ces comparaisons dans la bouche d'un producteur de vin. »

Michel Phaneuf ne connaît pas les mécanismes freudiens qui à 25 ans avec un diplôme en Communications de l'UQAM en poche, l'ont poussé à vouloir vivre du vin dans un pays de buveurs de bière.

Il se souvient seulement de l'odeur de fermentation qui montait directement dans sa chambre au-dessus du garage lorsque son père, André Phaneuf, un vendeur de publicité à *La Presse*, faisait son vin maison.

C'était au milieu des années 60 à Laval. Les Phaneuf venaient de se lier d'amitié avec un couple de Français qui les avaient convertis à la religion bachique. Le futur conseiller qui allait entraîner toute une génération à s'initier aux joies et aux mystères du vin, remarqua un changement d'atmosphère dans le bungalow de Laval lorsqu'il on servait du vin à table. Maman Denise avait cuisiné avec plus de soin, la conversation était plus animée, les gens plus gais. Bref, avec le vin, la vie semblait plus belle.

Le vin s'installa si naturellement chez les Phaneuf, qu'un jour les parents découvrirent leur fils Michel, alors âgé de 12 ans, attablé à l'heure de la collation devant une grosse pointe de camembert et un verre de rouge. Ils figèrent un instant avant d'éclater de rire. Chez les Phaneuf, on n'avait pas le vin triste ni coupable. Cette ouverture d'esprit s'avéra salutaire. Elle alimenta la curiosité de Michel Phaneuf tout en le protégeant contre les excès.

À l'adolescence, Michel Phaneuf cessa complètement de s'intéresser au vin, lui préférant sans doute la bière, le rock et les étudiantes du cégep de Bois-de-Boulogne dont une certaine Ginette qu'il épousa plus tard.

L'intérêt revint à l'âge adulte lorsque Phaneuf tomba par hasard sur un bouquin sur le vin de Pierre Petel.

« Il ne parlait pas du vin, raconte-t-il, il faisait des phrases. C'était le cas de la poignée de chroniqueurs de l'époque. Le vin pour eux n'était qu'un prétexte littéraire. »

À 25 ans, Phaneuf voit déjà les choses autrement. Sa formation de journaliste et ses stages d'été comme messenger à *La Presse*, lui ont inculqué le goût de l'information et de la vulgarisation. Il ne veut pas de la poésie. Il veut des faits, des noms, des lieux, des dates. Devant le pénurie de bouquins simples et documentés, il décide de rédiger un guide du vin qui ressemblera au guide de l'auto et qui fera de lui, par la même occasion, le Jacques Duval du vin.

Ce premier guide paru en 1981 aux Éditions La Presse faisait 192 pages et répertoriait 500 vins. Il se vendit à 6000 exemplaires. Vingt ans plus tard, les guides de Phaneuf se vendent à environ 50 000 exemplaires et répertorient plus de deux mille vins par année.

Dès le premier numéro, Phaneuf donnait le ton en écorchant le monopole de SAQ. Il n'a pas mis d'eau dans son vin depuis.

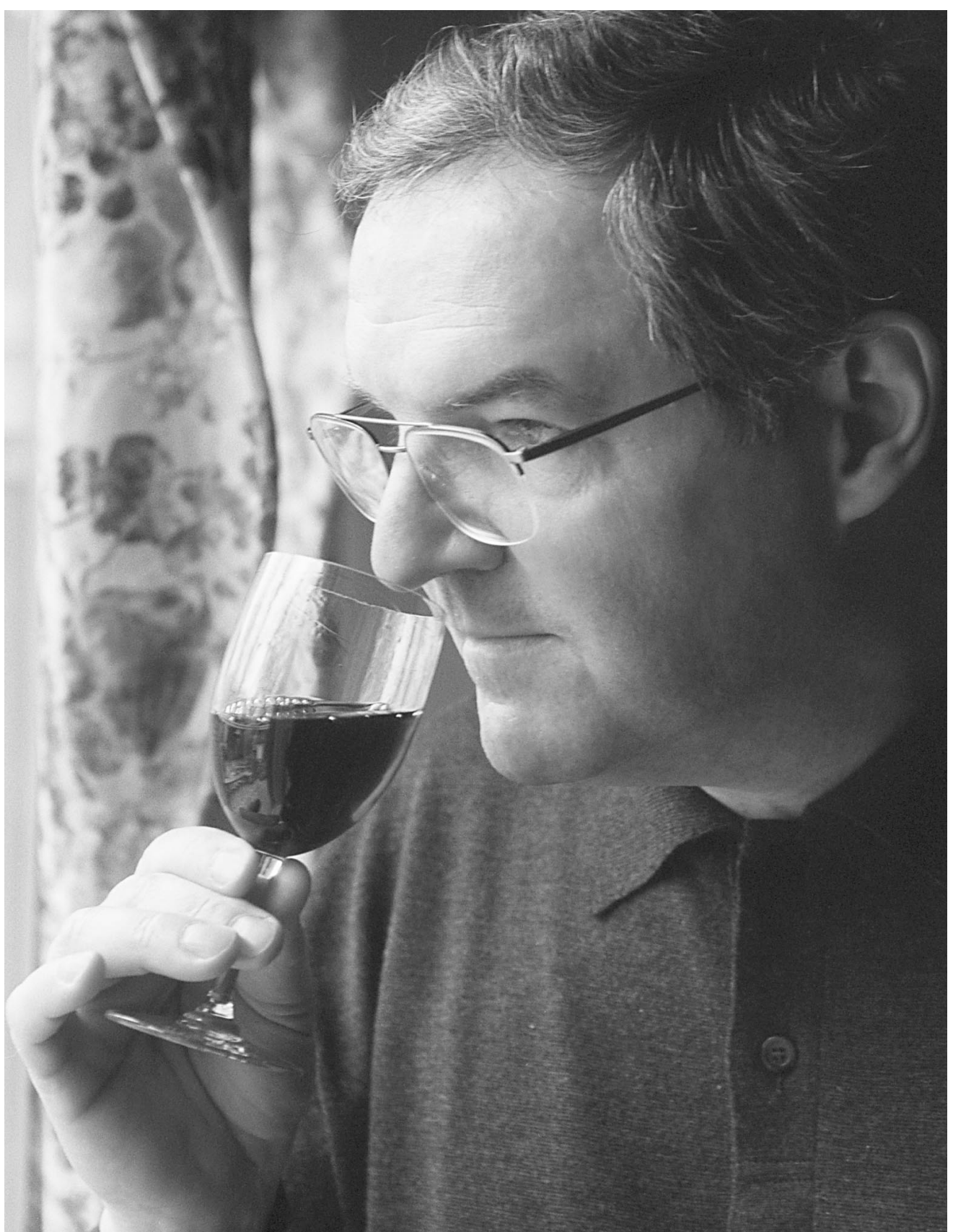


Photo : RÉMI LEMÉE, La Presse ©

À 47 ans, le sommelier Michel Phaneuf a dû goûter près de quarante mille vins dans sa vie. « J'éprouve régulièrement des joies extraordinaires avec le vin. Il y a encore des vins qui m'interpellent, qui m'étonnent, qui me disent que ça vaut la peine. »

Dans *L'Actualité* de septembre dernier, il fut le premier à dénoncer l'arrivée des VQC (vins de qualité certifiée) dans les épiceries, les qualifiant de Château Piquette.

« Le label VQC, c'est de la fausse représentation, tonne-t-il encore aujourd'hui. C'est une stratégie bassement commerciale pour vendre de la piquette à prix fort. On aurait pu faire ça il y a vingt ans, mais pas aujourd'hui. C'est une insulte à ceux qui aiment et respectent le vin ! »

Quant au monopole de la SAQ, il y voit toujours le même paradoxe : « On a créé ce monopole pour contrer la prohibition et contrôler l'alcoolisme. Or aujourd'hui, avec ses campagnes publicitaires à tout casser, la SAQ ne cesse de répéter que la modération a bien meilleur goût, tout en annonçant qu'elle veut augmenter la consommation de vins et d'alcools à 18 litres par année par habitant. Faudrait se brancer ! »

Phaneuf préférerait que l'État et le vin soient deux entités distinctes. Il affirme ne pas avoir besoin d'un État paternaliste qui lui dit comment boire.

À ce chapitre, il y a effectivement peu de gens ni d'États qui pourraient enseigner à Michel Phaneuf comment faire. Voilà en effet un homme de 47 ans qui a dû goûter près de quarante mille vins dans sa vie. Sa femme Ginette qui l'accompagne parfois en voyage, raconte qu'à la fin de l'été, seulement dans la région de Chablis ils ont tous deux goûté à 230 sortes de vins en trois jours.

Les semaines où Phaneuf rédige son guide annuel, il peut déboucher une quarantaine de vins par jour. Évidemment, il s'agit de goûter et donc de recracher, pas de boire.

N'empêche. Michel Phaneuf n'a pas le teint légèrement rosé pour rien. Malgré cela, ses papilles et ses sens ne se lassent jamais.

« J'éprouve régulièrement des joies extraordinaires avec le vin. Il y a encore des vins qui m'interpellent, qui m'étonnent, qui me disent que ça vaut la peine. Des fois, je me régale avec une bouteille à 12 dollars qui a été produite avec soin et amour par un jeune vigneron. Le vin est d'abord un produit agricole. Il peut être artistique et créatif, mais jamais industriel, sinon ça ne marche plus. »

Quarante mille bouteilles plus tard, son album de souvenirs est peuplé de moments d'amitié et de vin dont le récit lui arrache encore un sourire.

Il se souvient d'une soirée dans un resto de Saint-Émilien avec son père spirituel, l'œnologue Jean-Claude Berrouet. Il y avait de la bécasse en croûte au menu et une mariée-jeanne (l'équivalent de cinq bouteilles) d'Ausone 1947. En débouchant la mariée-jeanne, les amis avaient compris qu'ils ne risquaient pas de manquer de vin ce soir-là. Hilares, ils s'étaient mis à boire le vin exquis comme de l'eau, convaincus d'être les rois du monde.

Michel Phaneuf vit du vin depuis plus vingt ans, mais il a aussi un autre vice : les avions. Il y a quatre ans, il s'est acheté un Cessna 172 qu'il a retapé.

« L'aviation, c'est ma thérapie, affirme-t-il. Je peux passer des heures dans le hangar à frotter mon oiseau. Dès qu'il fait beau, je m'envole au-dessus de la ville ou je vais plus loin, en me sentant parfaitement libre. »

Phaneuf aime tous les avions, mais il porte une affection particulière au Concorde. Il n'oubliera jamais un certain jour d'avril 1999 quand il s'est retrouvé aux commandes d'un simulateur de Concorde avec son ami le pilote Jean Marcot. Ce jour-là, même le plus grand Pétrus n'aurait pu le rendre plus heureux.

Depuis plusieurs années, les deux amis liés par les avions et le vin rêvaient d'organiser un tour du monde des grands crus en Concorde pour millionnaires avertis. Leur rêve s'est écroulé le 25 juillet dernier quand le grand oiseau de métal qui fascinait tant Phaneuf s'est fracassé au sol, tuant son copilote Jean Marcot. Phaneuf a été dévasté par l'accident. Il a mis des mois à s'en remettre. Pour conjurer son chagrin, il a rebaptisé son Cessna au nom de Jean Marcot à qui il a aussi dédié son *Guide du vin 2001*.

Aujourd'hui chaque fois qu'il s'élève dans le ciel de Saint-Hubert, Michel Phaneuf pense à son ami. Et lorsqu'il débouche une bonne bouteille, il sait désormais où s'envole ce que les amateurs appellent la part des anges.

« Élite  
des grands vins  
sera désormais  
réservée au club  
des nouveaux  
millionnaires. »

« Pourquoi  
faut-il à tout prix  
parler d'un vin  
quand on  
le déguste »,  
demande-t-il.



## SALON DU LIVRE DE MONTRÉAL

16 AU 20 NOVEMBRE 2000 À LA PLACE BONAVENTURE

PRENDRE QUELQUES LIVRES  
HISTOIRE DE SE FAIRE PLAISIR

[ La garderie **La Joujouthèque** peut s'occuper des petits de 2 à 6 ans les vendredi, samedi et dimanche (3\$ l'heure). ]

www.slm.qc.ca

Programme complet au Salon du livre de Montréal et sur le site internet [www.slm.qc.ca](http://www.slm.qc.ca)

## EXPOSITIONS

1. Hommage aux artisans de l'édition
2. La nuit à lire debout
3. Reliure d'art **La Tranchefile**
4. Prix littéraires — Salon de lecture Loto-Québec
5. Bibliothèque Nationale du Québec

À ne pas manquer : Le Carrefour de L'Histoire et l'Agora de la BD

## NOUVELLES HEURES D'OUVERTURE

Jeudi, vendredi : 9 h à 22 h > Samedi, dimanche : 10 h à 22 h > Lundi : 9 h à 20 h  
Adultes 6 \$ | Aînés 4 \$ | Étudiants 3 \$



*Christofle*  
Christofle  
Paris

Extrêmement Christofle

PAVILLON CHRISTOFLE CHEZ OGILVY, 1307 STE-CATHERINE O., MONTRÉAL (514) 987-1242  
NEW YORK • BEVERLY HILLS • SAN FRANCISCO • CHICAGO • BAL HARBOUR SHOPS  
THE MALL AT SHORT HILLS • AMERICANA MANHASSET • SOUTH COAST PLAZA  
HOUSTON GALLERIA • PHOENIX • (BIENTÔT : PALM BEACH • NAPLES)  
TORONTO • MEXICO CITY  
www.christofle.com

# Mel Lastman entend se faire réélire à la mairie de Toronto

Presse Canadienne

TORONTO — Après trois ans à la tête de la nouvelle mégaville de Toronto, son très populaire et tout aussi imprévisible maire, Mel Lastman, semble bien se diriger vers une réélection facile aux élections municipales qui se tiennent aujourd'hui en Ontario.

Excentrique, M. Lastman a déjà évoqué la possibilité que Toronto fasse sécession de l'Ontario. Il a tenté de convaincre l'une des chanteuses des Spice Girls de ne pas quitter le groupe. Il a fait appel à l'armée pour ramasser la neige. Il a déjà menacé de tuer un journaliste auquel il reprochait de répandre des rumeurs au sujet de sa femme — il s'en est excusé par la suite.

Mais M. Lastman n'est pas le plus extravagant des 25 candidats à la mairie de la capitale ontarienne. Parmi ceux-ci — on trouve, notamment, un environnementaliste fanatique, un adepte du karaoké dans la rue ou un mannequin travesti.

Les enjeux de la campagne électorale municipale n'ont cependant rien de drôle. Des dossiers aussi importants que le défunt plan d'enfouissement des déchets de la ville dans le nord de l'Ontario, par exemple, auront assurément un impact sur le choix des membres du prochain conseil municipal.

M. Lastman appuyait le plan d'enfouissement à la mine Adams, près de Kirkland Lake, dans le Temiscamingue. Le projet, qui a suscité énormément d'opposition, avait l'appui d'une majorité de conseillers municipaux.

À l'approche des élections municipales, M. Lastman a cependant changé son fusil d'épaule et opté pour l'expédition des déchets torontois, par camions, au Michigan. Le projet de la mine Adams est bel et bien enterré, a-t-il promis la semaine dernière, au grand soulagement des adversaires du plan — bien que le maire de Kirkland Lake ait affirmé que l'entente sur la mine avec Toronto pourrait être relancée après le scrutin d'aujourd'hui.

La décision de la Ville d'expédier ses rebuts aux États-Unis entraînera une augmentation de la circula-



Photo PC ©

**L'excentrique maire sortant Mel Lastman est le grand favori de l'élection d'aujourd'hui à Toronto**

tion de poids lourds sur les autoroutes déjà encombrées de la province, ce qui pourrait susciter une opposition aussi vive que le plan de la mine Adams, prédit Andrew Sancton, professeur de science politique à l'université Western Ontario.

À l'âge de 66 ans, Mel Lastman affirme qu'il souhaite rester maire pendant encore un autre mandat pour s'attaquer aux dossiers sociaux, comme le logement à coût modique. Cet ex-vendeur de meubles entend également revivifier les abords du lac Ontario, au centre-ville de Toronto, après avoir récemment obtenu un milliard en subventions des gouvernements provincial et fédéral.

## ÉLECTIONS 2000 &gt; 14 JOURS AVANT LE VOTE

PENDANT  
CE TEMPS...

## « Alliance pense au ticket modérateur »

Un document interne du parti de Stockwell Day donne des munitions à Chrétien

GILLES TOUPIN

**OTTAWA — Une étude interne de l'Alliance canadienne, rendue publique hier par le Toronto Star, et qui examine la possibilité d'introduire au Canada un ticket modérateur pour les soins de santé, a encore donné à Jean Chrétien un occasion en or pour dire qu'il était plus que jamais convaincu que Stockwell Day souhaitait un système de santé à deux vitesses.**

Le chef libéral a réaffirmé qu'il n'était pas question pour lui de ticket modérateur et de système de santé à deux vitesses, que son parti respectait les cinq grands principes de la Loi canadienne de la santé.

Mais quelques minutes plus tôt, une déclaration de son ministre de la Santé, Allan Rock, avait donné l'impression du contraire. M. Rock a indirectement reconnu que c'était sous les libéraux fédéraux qu'un système à deux vitesses était apparu. Commentant l'existence au pays de cliniques privées spécialisées dans les tests d'imagerie par résonance magnétique (MRI), il a alors affirmé : « Je crois que ce qui est arrivé, c'est que les tests MRI sont devenus accessibles dans les cliniques privées lorsqu'ils ne l'étaient plus dans le système public. » Le ministre Rock a reconnu également qu'il y avait encore des problèmes à régler, notamment la pénurie d'appareils MRI. « Nous arriverons au point où ces MRI, a-t-il dit, seront accessibles dans le système public et vous n'aurez pas à payer des frais pour subir cet examen. » Il a rappelé que son gouvernement venait d'investir un milliard



À la sortie d'une réunion de son cabinet, hier matin, le premier ministre a déployé devant les journalistes la manchette du Toronto Star qui faisait état de l'étude de l'Alliance relativement à l'établissement d'un ticket modérateur en matière de santé.

document ne reflète pas la politique actuelle du parti, selon Paul Fitzgerald, un porte-parole de l'Alliance, mais son contenu est néanmoins à l'étude.

À la sortie d'une réunion de son cabinet, hier matin, le premier ministre a déployé devant les journalistes la manchette du Toronto Star qui faisait état de l'étude de l'Alliance relativement à l'établissement d'un ticket modérateur en matière de santé.

Le document interne de l'Alliance, intitulé *Cinq étapes vers de meilleurs soins de santé*, suggère l'instauration d'un ticket modérateur pour les patients ainsi que des mesures autorisant un certain degré de privatisation du système. Ce

document ne reflète pas la politique actuelle du parti, selon Paul Fitzgerald, un porte-parole de l'Alliance, mais son contenu est néanmoins à l'étude.

À la sortie d'une réunion de son cabinet, hier matin, le premier ministre a déployé devant les journalistes la manchette qui faisait état du document de l'Alliance. « Ils disent qu'ils vont étudier la question, a commenté Jean Chrétien. Ça veut dire qu'ils y pensent. Le Parti libéral a une position très claire sur le ticket modérateur. Nous n'étudions pas du tout cette question. Nous sommes contre le ticket modérateur. »

## « Un position ambiguë »

Le document controversé de l'Alliance suggère également que chaque année, les Canadiens reçoivent 2000 \$ pour faire face à leurs dépenses de santé. Si un patient dépense plus que ce montant, il serait alors automatiquement pris en charge par le système public. Si la totalité de ce montant n'est pas dépensée par le citoyen, il resterait pour lui la différence. Cette formule — tout comme celle du ticket modérateur — vise à décourager une utilisation abusive du système de santé. Elle aurait cependant l'inconvénient de dissuader certains malades à se faire soigner dans le but de récolter un peu d'argent à la fin de l'année.

M. Chrétien a qualifié de « très ambiguë » la position du parti de Stockwell Day sur la santé. « En politique, les gens ont le droit d'exiger la clarté sur les positions, a ajouté le chef libéral. (...) Nous, notre programme est clair. Les cinq conditions de la Loi canadienne de la santé seront respectées. Nous n'avons aucune étude interne sur les frais modérateurs. Ici, nous avons la preuve qu'ils étudient la question et qu'ils décideront après l'élection. Nous, on veut savoir avant le vote ce qu'ils vont faire. »

## Grâce au Bloc?

LE CHEF du Bloc québécois, Gilles Duceppe, se réjouit que le Parti libéral du Canada prenne l'engagement de réaliser les deux ponts nécessaires au prolongement de la 30, sur la Rive-Sud de Montréal. Il laisse même entendre que c'est grâce au Bloc que cette voie de contournement très attendue pourra être réalisée. « C'est très heureux si c'est fait en accord avec Québec dans le cadre de projets d'infrastructures, dit-il. On les a réclamés sans cesse. C'est la preuve que quand il y a des gens qui défendent les intérêts du Québec à Ottawa, il y a des résultats, parce qu'on met la pression nécessaire. » Ces commentaires ont arraché des sarcasmes à un porte-parole libéral qui n'a pas voulu être identifié. « C'est tellement loufoque que ça ne vaut pas la peine de commenter, dit-il. Ils ne se sont jamais intéressés à ce dossier et ils veulent maintenant en prendre le crédit. »

## Clark en clinique privée

APRÈS AVOIR attaqué Stockwell Day en affirmant qu'il favorisait un système de santé à deux vitesses au cours du débat des chefs, Joe Clark a avoué samedi avoir été opéré dans une clinique privée de la région de Toronto il y a plusieurs années. « Si j'étais passé par le système public, j'aurais sans doute attendu plus longtemps », a-t-il admis à la chaîne Sun Media. Il a cependant ajouté qu'à son avis, les services auraient été de même qualité à un endroit ou l'autre. M. Clark a été opéré pour une hernie à l'hôpital Shouldice, un établissement privé, en 1987 ou 1988 selon son souvenir. Il a ajouté que c'est son médecin qui avait fait les arrangements pour lui.

## Le Bloc en espagnol

DES SITES Internet consacrés à la campagne électorale des cinq principaux partis politiques en lice, seul celui du Bloc québécois propose une version en espagnole. On clique sur le mot « espagnol », on télécharge le logiciel Adobe Acrobat et voilà, la plate-forme électorale du Bloc est expliquée en seize pages bien tassées dans la langue de Cervantes. Tous les autres grands partis offrent des sites anglais et français. La palme revient cependant à une formation marginale, le Parti marxiste-léniniste du Canada, qui présente son programme en huit langues : anglais, français, espagnol, punjabi, grec, tagalog, hindi et tamoul.

## 300 millions pour les condos

PAUL FORSETH, un député de l'Alliance canadienne en Colombie-Britannique, a récemment proposé que son parti adopte un plan d'indemnisation de 300 millions pour des propriétaires d'appartements en copropriété (condos) de Vancouver aux prises avec de graves problèmes de construction. Le problème est que sa proposition n'a même pas été soumise à ses collègues de l'Alliance et que la plate-forme électorale de ce parti ne contient pas un mot au sujet de cette histoire. « L'Alliance recommande au gouvernement fédéral de fournir une aide allant jusqu'à 300 millions sur cinq ans », a écrit le député de New Westminster-Coquitlam-Burnaby à un propriétaire de condo lésé, rapportait le Vancouver Sun en fin de semaine. Ce qu'on appelle là-bas le « leaky condo crisis » touche autour de 16 000 propriétaires qui, après avoir acheté un condominium, ont dû déboursé des milliers, voire des dizaines de milliers de dollars supplémentaires pour rendre leur propriété plus étanche.

André Duchesne  
et Martin PelchatLES CHEFS  
AUJOURD'HUI

>>> Le premier ministre Jean Chrétien donne aujourd'hui un coup de pouce à son candidat vedette dans Markham, en banlieue de Toronto, l'économiste John McCallum.

>>> Le chef du Bloc québécois, Gilles Duceppe, fait campagne à Contrecoeur, Saint-Damase, et Longueuil, en Montérégie.

>>> Le chef de l'Alliance canadienne, Stockwell Day, s'adresse ce midi aux membres de la Chambre de commerce de Québec. Il s'envole ensuite pour le Nouveau-Brunswick.

>>> Le chef conservateur, Joe Clark, continue de se battre pour l'importer dans Calgary-Centre.

>>> Alexa McDonough, du NPD, sera à Montréal cet après-midi. Elle rencontre ses candidats dans la région au Château Versailles, au 1659 Sherbrooke ouest, à 16h.

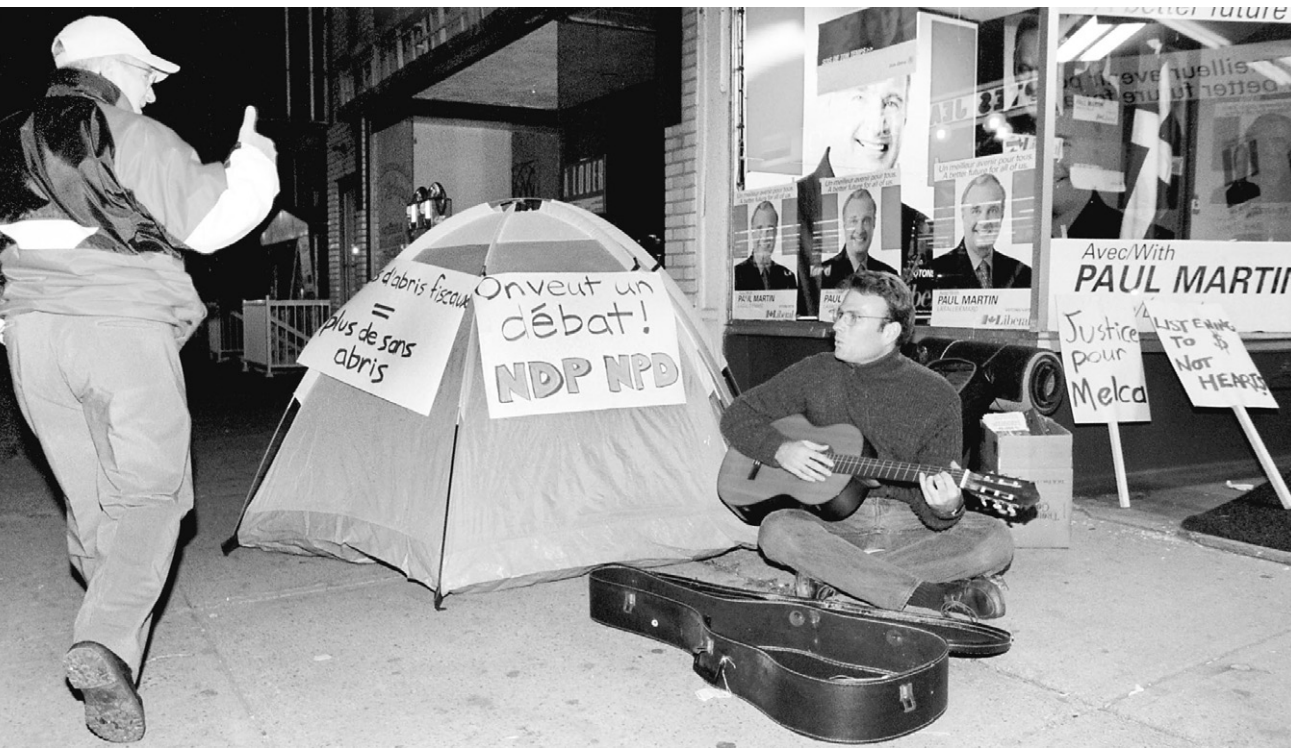


photo ROBERT SKINNER, La Presse

## Manif néo-démocrate chez Paul Martin

Manifestation néo-démocrate hier après-midi devant les bureaux du député de LaSalle-Émard et ministre des Finances, Paul Martin. « Nous manifestons au sujet de tous les thèmes majeurs de la campagne électorale, comme la santé ou la réduction des impôts, explique le candidat du NPD dans ce comté, David Bernans. Mais nous réclamons aussi justice pour Melca Salvador, une résidente de LaSalle menacée d'expulsion du pays. » Selon M. Bernans, cette dame réclame depuis longtemps une rencontre avec M. Martin ou un de ses adjoints de comté, sans succès. « Nous sommes en fait dans la même situation », indique M. Bernans qui demande depuis le début de la campagne un débat avec son adversaire libéral. Il comptait faire du camping toute la nuit devant ces bureaux.

## L'avortement donne des moments chauds au débat dans le comté de Joe Clark

Presse Canadienne

CALGARY — Le chef conservateur, Joe Clark, a complété son troisième débat de la semaine, hier, lors d'une confrontation mouvementée où tous les candidats dans la circonscription de Calgary-Centre ont dû se prononcer sur des enjeux sociaux controversés comme l'avortement ou les droits des gais.

La foule, presque entièrement acquise à l'Alliance canadienne, a chahuté et conspué les candidats des autres formations lorsqu'ils prenaient la parole, particulièrement la candidate libérale Joanne Levy, une ancienne journaliste de la radio de Radio-Canada.

M. Clark a quelques fois été interrompu lui aussi, mais il a généralement pu éviter les foudres de l'assemblée.

C'est lorsqu'il était question d'avortement que l'assemblée a connu ses moments les plus chauds. L'allianciste Eric Lowther s'est ainsi fait demander deux fois, lors du débat, d'expliquer sa position ainsi que celle de son parti à ce sujet.

« Je suis le père de deux filles aujourd'hui adultes et je suis préoccupé par le fait que votre parti parle de respect, mais ne semble pas respecter les droits des femmes », a fait valoir Bill Brooks, un résident de la circonscription.

Le député allianciste a répété la position de son parti, à savoir que de telles questions seraient résolues par le biais de référendums nationaux. Il a ajouté qu'il était



Joe Clark et le candidat allianciste Eric Lowther lors du débat d'hier dans Calgary-Centre.

personnellement opposé à l'avortement.

« Que ce soit à ce sujet (l'avortement) ou de l'immigration, ou de la politique fiscale, ou de quelque autre enjeu, si les Canadiens veulent mettre une question de l'avant, si un demi-million de Canadiens disent qu'ils veulent que tous les Canadiens se prononcent là-dessus, je n'ai pas de problème avec cela », a affirmé M. Lowther sous les huées de l'auditoire.

Joe Clark a immédiatement attaqué son rival allianciste sur la question de l'avortement, précisant d'abord que lui-même supportait sans équivoque le libre-choix des femmes.

« Il est simplement inacceptable que 500 000 hommes puissent forcer la tenue d'un référendum sur le droit des femmes au libre choix, a

déclaré M. Clark. Ce n'est pas du leadership du tout, c'est un abus de leadership. »

« Joe, Joe, Joe », a alors scandé la foule, tandis que d'autres personnes demandaient : « Qu'en est-il du droit du foetus ? »

M. Lowther a également mentionné que l'immigration pourrait faire l'objet d'un référendum. Il n'a toutefois pas élaboré sur ce point, lors du débat.

M. Lowther a remporté le siège avec une large avance, en 1997. Les libéraux étaient arrivés deuxième, les conservateurs terminant à une lointaine troisième place.



VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE?  
Courrier électronique:  
elections@lapresse.ca

## Mme McDonough dénonce « l'hypocrisie sans limites » de Chrétien

Presse Canadienne

SYDNEY, N.-E. — La leader néo-démocrate, Alexa McDonough, a soutenu, hier, que le premier ministre Jean Chrétien avait plus peur d'elle que du chef allianciste, Stockwell Day.

« Je pense que les Canadiens sont en train de découvrir que Jean Chrétien essaie de brouiller les cartes, a-t-elle affirmé. Il essaie, de façon tout à fait hypocrite, de dire aux gens : « Vous devez avoir peur de Stockwell Day. »

« Mais je pense qu'il est évident que Jean Chrétien a bien plus peur d'une opposition officielle dirigée par moi plutôt que par Stockwell Day, parce qu'il ferait alors face à des questions vraiment difficiles en matière de santé », a ajouté Mme McDonough.

L'appui au NPD demeure toutefois stagnant, à quelque 8 pour cent des intentions de vote au Canada.

Au cours d'attaques bien senties, Mme McDonough a accusé les libéraux de ne pas agir suffisamment pour mettre un terme aux « incroyables sentiments racistes exprimés par un bon nombre d'alliancistes », lors des débats aux Communes entourant la ratification du traité niska'a, un peuple autochtone de la Colombie-Britannique.

Lorsqu'on lui a demandé si elle considérait que l'Alliance était raciste, elle a répondu : « Comment pourrait-on le qualifier autrement ? »

La leader néo-démocrate a également accusé M. Chrétien d'hypocrisie, disant qu'il avait « aidé par son silence » certaines des propositions de l'Alliance qui permettraient la mise en place d'un système de santé à deux vitesses.

Elle faisait alors référence au fait que le gouvernement fédéral ne se soit pas opposé à une loi albertaine donnant un plus grand rôle aux cliniques privées dans le système de soins de santé.

D'après Mme McDonough, « le plus surprenant est que Jean Chrétien pense que Stockwell Day est effrayant, mais il persiste à mettre en oeuvre ses propositions politiques. Vous savez, l'hypocrisie du premier ministre est sans limites. »

Elle a également accusé les libéraux de corruption, affirmant que plusieurs programmes fédéraux de développement économique servaient en vérité de caisses occultes.

« C'est de l'abus, c'est de la corruption, ce n'est pas démocratique et ça ne fonctionne pas », a-t-elle déclaré, en français, à l'extérieur des locaux de campagne du candidat néo-démocrate Peter Mancini à Sydney, en Nouvelle-Écosse.

Mme McDonough a soutenu que les fonds consacrés au support des régions les moins favorisées du pays devaient être imputables au niveau local et faire l'objet de contrôles transparents.



Alexa McDonough

# ÉLECTIONS 2000 > 14 JOURS AVANT LE VOTE

## Fusions municipales: le Bloc se tiendra coi, dit Gilles Duceppe

Mario Laframboise met néanmoins Québec en garde

MARTIN PELCHAT

LE VASTE plan de réorganisation municipale dont accouchera cette semaine le gouvernement Bouchard risque de faire passer un mauvais quart d'heure aux candidats du Bloc québécois, qui appréhendent le ressac anti-fusions forcées. Mais leur chef, Gilles Duceppe, se montre intraitable: pas question de mettre le doigt dans ce dossier controversé, qui ne les « concerne pas ».

Les municipalités sont de compétence provinciale, insiste-t-il en entrevue à *La Presse*. Et comme Paul Martin et Joe Clark, il n'entend pas se prononcer, même si des candidats alliés et libéraux le somment de le faire pour la rive nord de Québec, où ils appuient les maires de banlieue opposés à la création d'une seule ville.

« On aurait l'air de quoi, mener ce débat sur des choses qui ne nous concernent pas ? demande M. Duceppe. C'est faire croire aux gens que nous allons nous emparer de cette question. Ce n'est pas honnête de faire ça. »

Il s'en prend du même souffle au ministre Stéphane Dion, qui de passage à Québec, a reproché la semaine dernière au gouvernement Bouchard de ne pas respecter la démocratie en imposant des fusions dans des villes où elles ont été repoussées lors de consultations, comme à Sillery ou Sainte-Foy.

« C'est pour gagner des votes sur autre chose que ce qu'ils ont à proposer », lance M. Duceppe, en se demandant où, dans le livre rouge de Jean Chrétien, on parle de réorganisation municipale. « Si Stéphane Dion veut parler des fusions municipales et se présenter au Parti libéral du Québec et faire la lutte à Jean Charest... »

Le mot d'ordre du chef bloquiste n'a toutefois pas empêché hier son candidat dans Argenteuil-Papineau-Mirabel, Mario Laframboise, de rappeler sa position « personnelle », à titre d'ex-président de l'Union des municipalités du Québec.

« Les municipalités sont des créatures du provincial et je laisse donc au Parlement du Québec le soin de régler les différends avec elles, dit-il. Mais personnellement, en tant qu'ex-président de l'UMQ, c'est clair que des fusions municipales, sans économies d'échelle, même pour le citoyen, c'est quelque chose qui est difficilement réalisable. On verra ce que le gouvernement déposera comme projet de loi. »

Ces économies d'échelle, a toujours soutenu M. Laframboise alors qu'il présidait l'UMQ, sont indissociables d'une réforme majeure du Code du travail en matière de sous-traitance. Or, le gouvernement Bouchard est encore réticent à modifier substantiellement le fameux article 45.

Maire de Notre-Dame-de-la-Paix, Mario Laframboise souhaite également que le gouvernement du Québec change d'attitude et se résigne à accorder plus d'autonomie aux municipalités, comme l'ont déjà fait d'autres provinces canadiennes. « Comme on veut plus d'autonomie pour la province de Québec, on se doit aussi de dire que les municipalités deviennent de plus en plus un palier de gouvernement, pour assurer elles-mêmes leur avenir. »

Mais le candidat bloquiste souhaite surtout pour le moment que maires et conseillers municipaux ne fassent pas payer au Bloc leur mécontentement. « J'espère qu'ils vont comprendre que le fédéral n'a aucune responsabilité quant aux fusions municipales. On tire sur la mauvaise cible quand on s'attaque au Bloc québécois. »

Député sortant du Bloc et candidat dans Rivière-des-Mille-îles, dans la couronne nord de Montréal, Gilles Perron se montre de son côté très ouvert aux fusions. « Oui, c'est le temps de faire des villes plus importantes », dit cet ancien conseiller du président du Conseil du Trésor du Québec, Jacques Léonard.

M. Perron rappelle avoir déjà proposé qu'on ne conserve que deux municipalités dans toute la MRC Deux-Montagnes, soit une rurale et une urbaine. « Je m'ingère dans ce qui ne me regarde pas, parce que les municipalités sont des créations des provinces, mais ça n'empêche pas un résident et un voteur provincial d'avoir son point de vue », dit-il.

Rappelons que le Conseil des ministres du gouvernement Bouchard se réunit aujourd'hui en séance extraordinaire pour prendre des décisions finales quant à la création de cinq nouvelles grandes villes, soit dans l'île de Montréal, sur la Rive-Sud de Montréal, dans l'Outaouais et des deux côtés du fleuve à Québec.



## Au pays des motards « héros », Duceppe veut serrer la vis

MARTIN PELCHAT

**Lorsque Maurice Boucher est considéré comme une vedette, que les Dubois gagnent à répétition à la loterie, qu'un parrain repent de la mafia sicilienne décrit le Canada comme un paradis pour pégreux, c'est signe que quelque chose ne va plus, martèle Gilles Duceppe.**

Reprenant en entrevue à *La Presse* l'un des thèmes favoris de sa campagne, le chef bloquiste trace un portrait peu reluisant de l'état de la lutte contre le crime organisé au Québec et en appelle à la criminalisation de l'appartenance aux organisations criminelles. « Je crois fermement que je parle au nom du Québec sur ça, dit-il. Je pense qu'il y a un fort courant. »

« Jean Chrétien a commencé à le dire au débat (des chefs). Là, il voit la pression. Mais avant ça, il n'y avait pas de problème. (Le ministre) Martin Cauchon, en début de campagne a dit: pourquoi Gilles Duceppe est-il le seul à parler de ça ? »

Pourquoi agir ? Entre autres parce que les Hells deviennent des « héros » aux yeux de certains, croit M. Duceppe.

« J'ai vu la rue Sainte-Catherine, dans mon comté, bloquée deux heures parce qu'on avait intercepté deux Hells et Mom Boucher est arrivé. Il a fait bloquer la rue. Les gens sortaient pour se faire photographier avec lui. Ça, c'est grave, ça veut dire que c'est rendu un héros, une vedette. »

Les motards ne se gênent même pas pour afficher leur palmarès meurtrier, comme en fait foi le tatouage *Filthy Few* que certains arborent à l'épaule. « Pour avoir droit à ce tatouage, il faut avoir tué. Le zozo qui voudrait s'essayer à se faire tatouer un *Filthy Few*, il ne toffera pas deux heures sur la Catherine. On le sait ça. »

### Banchiment d'argent

Le leader du Bloc s'inquiète également du blanchiment d'argent, surtout quand un mafioso sicilien repent, Francesco Di Carlo, vient déclarer que le système canadien est celui qui sert le mieux la Cosa Nostra.

« Il y a deux ans, les Dubois ont gagné trois fois le 6/49 dans l'année, poursuit M. Duceppe. Chanceux hein ? M<sup>me</sup> Matticks, qui a gagné deux millions au ca-

sino, elle y va tous les jours mettre 10 000 \$ dedans. Il n'y a pas un problème dans tout ça ? »

Il suffirait selon lui d'un renvoi à la Cour suprême pour tester sa suggestion de criminaliser l'appartenance aux groupes criminels, en invoquant l'article 1 de la Charte canadienne des droits, selon lequel les droits protégés par la Charte peuvent être restreints « dans des limites qui soient raisonnables. » « Ça peut se faire très rapidement, estime le leader bloquiste. Donnons-nous les moyens. C'est possible par la Charte. Les limites raisonnables sont là. »

Le Bloc réclame aussi, comme l'opposition libérale à Québec, le renversement du fardeau de la preuve pour la possession de biens issus de la criminalité. « Ça existe dans le droit du travail, par exemple, explique Gilles Duceppe. Le fardeau de la preuve est souvent inversé pour les congédiements administratifs. »

« Quelqu'un qui a deux ou trois yachts, des autos en masse, une résidence de 500 000 \$, un chalet dans le Nord et un condo dans le Sud et qui déclare 18 000 \$ de revenus par année, est-ce que ça se peut qu'il y ait un problème et qu'on lui demande, sans passer par les lois de l'impôt: pouvez-vous justifier où vous avez pris ça ? »



CE QU'ILS ONT DIT

## « Un vote de confiance envers les souverainistes »

ALEXANDRE SIROIS

Extraits de l'entrevue accordée hier matin à l'équipe éditoriale de *La Presse* par M. Gilles Duceppe, chef du Bloc québécois.

**Q LA PRESSE:** Vous et M. Bouchard avez invité les fédéralistes à voter pour le Bloc, ne serait-ce que pour s'opposer au type de fédéralisme que défend M. Chrétien. Si j'étais fédéraliste, mon inquiétude serait que le lendemain des élections, mon vote soit interprété comme un vote souverainiste

**R GILLES DUCEPPE:** « C'est un vote de confiance envers les souverainistes, on ne peut pas nier ça. Mais ce n'est pas — je l'ai dit la dernière fois aussi, et on l'avait dit en 1993 également — un vote qui détermine la souveraineté. C'est par un référendum que l'avenir du Québec va se décider. Pour moi, la question du Québec n'est pas réglée. (...) C'est une élection fédérale, et, dans une élection fédérale, il y a des gens qui doivent regarder ce qui est sur la table, quelles options sont sur la table. Il y a la nôtre, qu'on n'a jamais cachée, qui est l'option de la souveraineté, d'un cadre moderne, je vous dirais fortement inspiré par l'exemple européen. (...) De l'autre côté, il y a cette option de M. Chrétien qui dit: c'est terminé, la question du Québec est réglée. Il y a des gens qui ne se retrouvent pas dans ça. Je pense que c'est

ça la réalité au Québec. »

**Q LA PRESSE:** Êtes-vous prêts à donner l'assurance aux électeurs que le lendemain des élections vous n'interprétez pas le résultat comme un pas de plus dans la marche vers la souveraineté ?

**Q GILLES DUCEPPE:** « Ce que j'ai toujours dit, c'est que c'est un vote de confiance envers les souverainistes. On ne peut pas nier ça. Donc, ne cachant pas notre option, les gens, en votant, mettent leur confiance dans les gens qui affirment et proposent l'option souverainiste. (...) Deuxièmement, on ne règle pas la question de la souveraineté lors de l'élection fédérale. On ne peut pas sortir et dire: les gens sont dorénavant pour la souveraineté du Québec, ils viennent de l'indiquer parce qu'on a plus de députés. »

**Q LA PRESSE:** Mais c'est ce que vous dites ?

**R GILLES DUCEPPE:** « Je n'ai jamais fait ça... Même en 1993. Par ailleurs, est-ce que c'est une chose positive pour le mouvement souverainiste ? (...) Ça me semble être dans la logique la plus implacable que de dire: si les souverainistes ont majoritairement la confiance des Québécois et Québécoises, comme on l'a eue en 1993 et 1997, est-ce que c'est positif pour le mouvement souverainiste ? Il me semble que oui. Mais ça ne veut pas dire que la souveraineté vient de se faire, par exemple. »

**Q LA PRESSE:** Mais si un électeur fédéraliste ne veut pas participer à votre marche vers la souveraineté...

**R GILLES DUCEPPE:** « Ça se décidera en référendum et il le fera (savoir) là. Mais il faut distinguer les deux choses. Quand il y a un moment aussi important qu'une élection dans la vie politique d'un pays et que des résultats s'ensuivent, ce n'est pas vrai qu'on ne tire pas de ligne de ça. Si les souverainistes avaient été battus en 1990 on aurait dit: voyez, il y a un recul. Comme si on n'avait pas été l'opposition officielle en 1993. On m'a dit que j'avais reculé en 1997. C'est ça la politique, on ne peut pas se compter d'histoire. Est-ce que ça veut dire que la question du Québec va se régler ? Pas du tout. Ce n'est pas là que ça va se faire. Ça va se faire en référendum. »

**Q LA PRESSE:** Est-ce que l'élection de plus de députés du Bloc va encourager Lucien Bouchard à tenir un référendum plus rapidement ?

**R GILLES DUCEPPE:** « J'ai dit que j'avais confiance que ça se passerait durant le mandat du Bloc. Cela étant dit, ce n'est pas moi qui va déterminer la date. C'est le gouvernement du Québec. Ce n'est pas une question de date avant tout, mais plus de projet et de démarche d'ensemble. Mais si on se demande si un succès du Bloc est encourageant pour la souveraineté ou pas, on va se

parler honnêtement, c'est bien évident que c'est un stimulant. »

**Q LA PRESSE:** Concrètement qu'est-ce que ça veut dire ?

**R GILLES DUCEPPE:** « Concrètement, c'est un élément parmi d'autres dans la décision prise par le gouvernement du Québec. On ne peut pas conclure qu'il y a des automatismes, directement, que ça vaut tant de points dans la décision ou pas. Mais est-ce que c'est un stimulant ou pas ? Oui c'est un stimulant. C'est une bonne chose. »

**Q LA PRESSE:** C'est une condition gagnante ?

**R GILLES DUCEPPE:** « Je n'utiliserai pas ces termes. D'ailleurs j'ai dit, il y a deux ans, avant que M. Bouchard le dise, que je n'adhérais pas à des conditions gagnantes. Parce qu'un jour, le gouvernement prend une décision, ça va bien, et les conditions gagnantes sont à +3. Le lendemain, il prend une décision difficile, qui est bonne mais pas populaire, il est à -2. Il ne faut pas fonctionner comme ça. Il faut voir une démarche à plus long terme. »

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courriel électronique: elections@lapresse.ca

ÉLECTIONS 2000 > 14 JOURS AVANT LE VOTE

CHAUD !  LAVAL-EST

# Les baby-boomers contre la génération X

KATIA GAGNON

VOUS CHERCHEZ une belle lutte électorale qui oppose deux générations ? Oubliez le comté de Chicoutimi, qui a fait les manchettes quand Gilles Duceppe a écarté un jeune au profit d'un candidat d'expérience. Le vrai combat des baby-boomers contre la génération X se joue dans la circonscription de Laval-Est.

Mathieu Alarie, le candidat bloquiste, n'a en effet même pas atteint la trentaine. Malgré ses treize ans (!) d'expérience politique, son visage poupin lui donne l'air d'un finissant de cégep. « Les gens me demandent souvent mon âge », soupire-t-il. Son adversaire, la libérale Carole-Marie Allard, qui ressemble comme une soeur à Lizette Lapointe, l'épouse de l'ancien premier ministre Jacques Parizeau, est une rusée renarde qui gravite dans le monde du journalisme et de la politique depuis vingt ans. Conservatrice à la fin du règne Mulroney, elle a lorgné du côté de l'Alliance, puis est entrée au bercail libéral, où on compte sur elle pour arracher le comté, détenu par le Bloc depuis sept ans.

Laval-Est est un drôle de comté. La carte de la circonscription est recouverte, pour ses neuf dixièmes, par une immense étendue blanche : les champs de culture forment encore la quasi-totalité du bout de l'île de Laval. Trois quartiers urbains, Vimont, Duvernay et Saint-François, sont enclavés dans ces vertes étendues. On y retrouve la plus grande partie de la population du comté, majoritairement formée de jeunes familles francophones.

C'est sur ces champs de bataille que s'affrontent bloquistes et libéraux. Et la lutte en est clairement une de générations. « J'offre une expérience de la vie et de la politique qui est essentielle », lance d'emblée la libérale. Carole-Marie Allard a en effet une large expérience de la politique : correspondante parlementaire à Ottawa, elle a été atteinte de la « fièvre conservatrice » dans les années 80. Elle se présente alors dans un comté de l'Outaouais où elle se fait évidemment battre à plate couture. Mais cette aventure lui servira puisque les libéraux ont brutalement écarté une jeune candidate de 30 ans pour lui faire de la place dans Laval-Est. Sa mission : ramener chez les libéraux les 17 000 bleus qui avaient voté aux dernières élections pour l'ancien ministre conservateur Vincent Della Noce.

Pourquoi le Bloc a-t-il encore autant de succès dans des comtés francophones comme ceux de Laval-Est ? « Je ne sais pas ce qu'on a fait avec nos jeunes au Québec. Je crois qu'ils sont désinformés. Il y a eu un lavage de cerveau chez les jeunes. Il ont à peine la barbe au menton et sont déjà bloquistes. Je suis sûre qu'ils ne comprennent pas vraiment les enjeux », s'indigne-t-elle, vantant toutefois la so-

litude « base libérale » du comté. La base libérale n'est cependant pas très évidente au restaurant Chez Cora, où la candidate se rend serrer des mains. M<sup>me</sup> Allard frappe un mur à une table où — tiens, tiens ! — trois jeunes gens sont attablés. « Nous allons voter pour le Bloc », lance l'un d'eux. « Ça fait deux mandats que le comté est au Bloc, qu'est-ce que ça vous a donné ? » fait valoir M<sup>me</sup> Allard. « On pense à long terme, c'est pour ça qu'on est séparatistes », réplique Jean-François Lussier. Abandonnant la politique, la candidate aborde un sujet plus rassurant : « Mon Dieu que vous avez de beaux yeux... »

### Quelques pas de danse

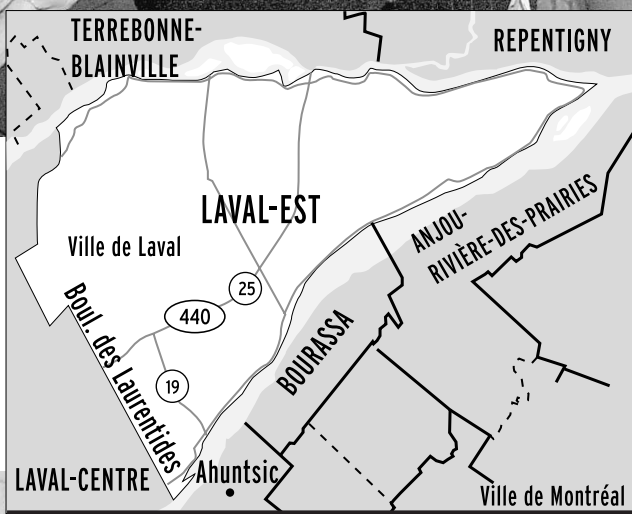
Les clients de Chez Cora seraient un public rêvé pour Mathieu Alarie, qui s'attaque de son côté à un électoral traditionnellement plus réfractaire au Bloc : les personnes âgées. Lors du passage de *La Presse*, il faisait une visite au Boisé Papineau, un centre communautaire où le troisième âge se rassemble pour jouer au bridge ou danser le continental. Malgré son jeune âge, Mathieu Alarie a visiblement les réflexes du politicien traditionnel. Même s'il a l'air d'un extraterrestre dans le groupe de danse en ligne, il n'hésite pas à risquer quelques pas. Quitte à provoquer l'hilarité du groupe.

Jeune, mais vieux. C'est ce qu'on ne peut s'empêcher de penser en écoutant Mathieu Alarie raconter comment, lorsque la bloquiste Maud Debien a annoncé qu'elle quittait la vie politique, il a manœuvré pour être nommé candidat bloquiste dans Laval-Est, s'assurant au préalable de l'appui des influents ministres péquistes de Laval. « J'ai mes entrées dans le milieu », confie-t-il. Des leçons qui auraient pu servir à Sylvain Gaudreault, le jeune candidat malheureux dans Chicoutimi. À ce sujet, Mathieu Alarie fustige la démission du président des jeunes bloquistes, Nicolas Brisson, qui est parti pour protester contre la décision de Gilles Duceppe. « Ce n'est pas le président du Forum jeunesse qui a démissionné, mais l'organisateur de Sylvain Gaudreault », tranche M. Alarie.

Auprès des électeurs âgés, il fera habilement remarquer que son adversaire n'est pas du comté. Alors que lui est né, a grandi et travaille dans Laval-Est. Mais il aura fort à faire pour convaincre certains habitués du Boisé Papineau de voter pour le Bloc. Rita Lefebvre, par exemple, croit que le Bloc se trompe en s'opposant à la nouvelle loi sur les jeunes contrevenants. « Quand tu n'as pas de punition au bout, tu recommences », dit-elle sentencieusement à Mathieu Alarie. Qui, en parfait politicien, ne peut qu'approuver. Le client a toujours raison.



photos ARMAND TROTTIER, La Presse ©



« J'offre une expérience de la vie et de la politique qui est essentielle », soutient la candidate libérale Carole-Marie Allard (en haut), tandis que le bloquiste Mathieu Alarie risque quelques pas de danse en ligne au cours d'une visite dans un centre communautaire.



## Trois luttes à surveiller dans les Maritimes



ISABELLE HACHEY EN NOUVELLE-ÉCOSSE



En 1997, le Parti libéral a été sévèrement puni par les électeurs des provinces de l'Atlantique. De 31 sièges sur 32 dans cette région, les libéraux se sont retrouvés avec 11. Cette année, les libéraux espèrent bien reconquérir une majorité des circonscriptions de ces quatre provinces. Notre envoyée spéciale trace un portrait rapide de trois luttes qui sont à surveiller dans cette région.

### Dartmouth, Nouvelle-Écosse

Véritable micro-système à l'intérieur des provinces atlantiques, cette banlieue d'Halifax a attiré l'attention de nombreux médias nationaux depuis le début de la campagne. C'est qu'elle représente à elle seule plusieurs enjeux de la campagne nationale, dont les inquiétudes des Canadiens à l'égard du système de santé : ici, l'état pitoyable de l'hôpital de Dartmouth fait souvent

les manchettes. C'est aussi l'une des circonscriptions des Maritimes où les libéraux espèrent gagner afin de conserver leur majorité en présentant un poids lourds, Bernie Boudreau, leader du gouvernement au Sénat. La députée néo-démocrate actuelle, la dramaturge Wendy Lill, aura la dure tâche de prouver que son élection en 1997 n'était pas seulement un vote de protestation contre les libéraux.

### Beauséjour-Péticodiac, Nouveau-Brunswick

Élue sous la bannière néo-démocrate en 1997, la députée Angela Vautour a rallié le camp conservateur en cours de route. Une décision surprenante, étant donné la déroute du PC. « Je n'ai aucun regret, dit pourtant M<sup>me</sup> Vautour. Je sais qu'il y a des difficultés, mais au moins j'ai espoir qu'un jour on sera capable de gouverner et que je pourrai avoir une influence à l'intérieur du gouvernement. » Le revirement pourrait toutefois coûter son siège à cette femme de tête, qui s'est battue sans relâche contre la réforme de l'assurance-emploi, estime le politologue Donald Savoie : « Le PC est en train de s'effriter, et ce ne peut-être pas dans l'intérêt des gens des provinces atlantiques de voter pour un parti politique tout simplement pour le sauver. » La première chômeuse élue députée de l'histoire canadienne affrontera pour la deuxième fois un jeune politicien ambitieux, l'avocat Dominic



Angela Vautour

Leblanc, fils de l'ancien gouverneur général Roméo Leblanc.

### Acadie-Bathurst, Nouveau-Brunswick

Dans cette circonscription comme dans d'autres du Nouveau-Brunswick, l'Alliance canadienne pourrait diviser le vote au profit des libéraux. Le député néo-démocrate Yvon Godin, qui avait battu le puissant ministre libéral Doug Young, doit défendre son siège contre deux anciens ministres des Pêches provinciaux : le libéral Bernard Thériault et Jean Gauvin, ancien conservateur qui a choisi de porter les couleurs alliées. « Vroum Vroum » Gauvin, comme on le surnomme ici depuis 20 ans parce qu'il avait acheté, à l'époque, un gros véhicule de sport comme voiture ministérielle, dit avoir eu « certaines réticences au départ », mais avoir vite été séduit par le programme de Stockwell Day, et particulièrement par sa promesse d'abolir la loi sur le contrôle des armes à feu. M. Gauvin n'est pas le seul à être tombé sous le charme : à Frédéricton, le ministre libéral Andy Scott s'inquiète de sentir le vent tourner en faveur du candidat allié, l'ingénieur Allan Neill. Des pétitions en faveur d'un retour aux « valeurs canadiennes » circulent même dans les églises fondamentalistes de la région, qui avait élu huit candidats du Confederation of Regions (COR) au provincial.

## Chrétien a pu rassurer les Arabes sur la position canadienne

GILLES TOUPIN

OTTAWA — Le premier ministre Jean Chrétien a réussi hier à apaiser les inquiétudes de la communauté arabe canadienne face à la politique de son gouvernement au Proche-Orient.

À leur demande, M. Chrétien a en effet accepté de rencontrer les dirigeants de la communauté arabe pour les assurer du maintien de « l'approche équilibrée » du Canada face au conflit israélo-arabe.

Depuis le début de la campagne électorale, le premier ministre Chrétien marche sur des oeufs au sujet de la question palestinienne. La communauté juive canadienne lui a notamment reproché d'avoir voté en faveur de la résolution 1322 du Conseil de sécurité qui blâmait Israël pour ses violences dans les Territoires occupés et à Gaza. Les dirigeants de la communauté ont affirmé que le Canada avait été partial et injuste en appuyant cette résolution.

La semaine dernière, le premier ministre a dû prendre les moyens pour rassurer la communauté juive qui menaçait de lui retirer son appui lors du scrutin du 27 novembre prochain. M. Chrétien a alors écrit une longue lettre aux dirigeants juifs pour s'excuser et leur rappeler qu'un seul vote à l'ONU ne remettait nullement en cause la totalité de la politique canadienne au Proche-Orient.

Hier, Ataf Kubursi, le président du Conseil national des relations canado-arabes, qui parlait au nom de plusieurs organisations arabes et musulmanes du Canada, a demandé au premier ministre d'envoyer en Palestine quelque 2000 Casques bleus. Il a demandé au

Canada d'agir envers les Palestiniens comme il avait agi au Timor oriental, au Koweït et en Bosnie. « Nous lui avons dit, a précisé M. Kubursi, de faire usage de ses contacts au Moyen-Orient afin que cesse ce carnage brutal contre les Palestiniens. » M. Chrétien leur a promis d'examiner la question.

M. Kubursi a voulu s'assurer que la lettre envoyée par M. Chrétien aux dirigeants juifs ne répondait pas à des impératifs électoraux. « C'est pourquoi nous avons demandé au premier ministre, a ajouté Ataf Kubursi, d'être cohérent et de déclarer que le Canada demeure le champion de la légitimité internationale et que les résolutions de l'ONU qu'il a appuyées ne servent pas à des fins électorales. » M. Kubursi a affirmé que ses collègues et lui avaient établi un lien de confiance avec le premier ministre. « Il nous a donné l'impression, a conclu M. Kubursi, qu'il allait mettre en pratique les valeurs libérales. »

Le président du Conseil national des relations canado-arabes a révéilé hier que les dirigeants des organisations arabes avaient tenu, voilà deux semaines, un appel-conférence avec Stockwell Day et qu'ils avaient été peu satisfaits du résultat. « Il a promis qu'il étudierait la question, a dit M. Kubursi, mais malheureusement il a été très clair pour nous que Stockwell Day comprenait mal la situation, qu'il ne s'en préoccupait pas et qu'il s'était déjà fait une idée. »

Rappelons que M. Day a visité en début de campagne une synagogue à Thornhill en Ontario où il a condamné l'appui du Canada à la résolution 1322.

VOUS DÉSIREZ RÉAGIR À LA CAMPAGNE ÉLECTORALE? Courrier électronique: elections@lapresse.ca

MONDE



Photo AP

Dimanche après-midi à Washington

Il faisait beau hier après-midi à Montréal. À Washington aussi. C'était un dimanche après-midi aussi paisible qu'un autre. Côté peuple, ou bien on regardait le football de la NFL à la télé, ou bien on allait lancer quelques passes de touché sur les pelouses du quartier. Près de la Maison-Blanche, par exemple. Une Maison-Blanche qui par contre, dans l'intervalle, s'arrachait les cheveux sur l'identité de son prochain occupant.

Douleur ancienne

Bill Clinton au Vietnam

PHILIPPE DEBEUSSCHER  
Agence France-Presse

WASHINGTON — Le président Bill Clinton va tourner la page sur l'un des chapitres les plus douloureux de l'histoire contemporaine américaine, en devenant le premier président des États-Unis à se rendre en visite officielle au Vietnam, un quart de siècle après la défaite humiliante infligée à son pays par les troupes communistes de Hanoï.

M. Clinton arrivera jeudi soir dans la capitale vietnamienne après avoir participé pendant deux jours dans le sultanat de Brunei, sur la côte nord-ouest de l'île de Bornéo (Indonésie), au sommet annuel des pays du Forum économique Asie-Pacifique.

Cette visite qui durera trois jours et le mènera à Ho Chi Minh-ville, l'ancienne Saïgon, a été minutieusement préparée pour ménager les susceptibilités de ses hôtes et les sensibilités aux États-Unis.

Plusieurs générations d'Américains et de réfugiés vietnamiens fuyant le communisme n'ont toujours pas en effet oublié les traumatismes causés par une guerre qui s'était soldée par la mort de 58 000 Américains et qui avait été la première de l'Histoire à pouvoir être suivie quasiment en direct à la télévision.

Le conflit qui avait duré de 1959 à 1975 jusqu'à la chute de Saïgon et la réunification du Nord et du Sud-Vietnam, est en effet le seul que les États-Unis aient jamais perdu et la guerre avait amené les Américains à douter d'eux-mêmes et de leurs dirigeants. Il a fait au total trois millions de morts.

« Le Vietnam n'est plus une guerre, mais un pays », répètent aujourd'hui les responsables de l'administration Clinton.

Cette visite « est le point culminant d'un processus entamé par le président Clinton il y a huit ans. Nous ne fermons pas un chapitre, nous voulons en fait en ouvrir un nouveau », note pour sa part le conseiller présidentiel pour la sécurité nationale, Sandy Berger.

M. Berger souligne que depuis le début, la Maison-Blanche a placé au centre de ses préoccupations avec Hanoï, le sort des militaires américains disparus au combat (MIA).

Les progrès accomplis dans ce domaine ont permis à Washington d'approfondir progressivement le dialogue avec le Vietnam. Un premier pas avait été accompli en février 1994 avec la levée de l'embargo économique américain, mais il a fallu attendre juillet 2000 pour que les deux pays passent à la normalisation complète de leurs relations commerciales.

Comme avec la Chine, les dirigeants américains espèrent que l'intensification des relations commerciales entre les deux pays permettra d'accélérer les réformes économiques et politiques au Vietnam et préparer une transition vers une société plus ouverte et plus démocratique.

« Le dilemme central au Vietnam est très semblable à celui en Chine. Doit-on maintenir un système de contrôle ultra-centralisé et fermé au monde, ou bâtir la prospérité en desserrant les contrôles et en rejoignant le reste du monde », affirme M. Berger en ajoutant que le président Clinton encouragera les dirigeants vietnamiens à « poursuivre les réformes et à améliorer le respect des droits de l'homme et des libertés religieuses ».

En marge de ses entretiens politiques, M. Clinton s'adressera vendredi aux étudiants de l'université et il prendra aussi contact avec la génération de l'après-guerre à Ho Chi Minh-ville à l'occasion d'une table ronde dimanche.

L'ensemble de sa visite sera riche en symboles.

Samedi, le président se rendra dans un village non loin de Hanoï où depuis plusieurs semaines une équipe américano-vietnamienne mène des recherches dans une rizière pour retrouver l'équipage d'un bombardier américain qui avait été abattu durant la guerre. Il y rendra hommage à tous les Américains tués au Vietnam.

Dans l'après-midi il se rendra dans un centre de réhabilitation pour les victimes de mines. Chaque année quelque 2000 Vietnamiens sont tués ou amputés par des mines.

La tentation judiciaire menace notre démocratie

— Henry Kissinger

Agence France-Presse

BERLIN — L'ancien secrétaire d'État américain Henry Kissinger a estimé que le recours aux tribunaux dans le cadre de l'élection présidentielle pourrait mettre à mal la démocratie aux États-Unis, dans une interview publiée par le journal dominical *Welt am Sonntag*.

« Aucun tribunal ne devrait décider de

l'élection », a déclaré M. Kissinger.

Lorsque le nouveau décompte sera terminé en Floride, « j'espère fortement que le perdant reconnaîtra publiquement sa défaite et ne recourra pas à la justice », a ajouté l'ancien secrétaire d'État.

C'est ce que veulent les Américains, a-t-il estimé, ajoutant que si la justice ordonne de nouvelles élections en Floride « ce sera de toutes les manières un vote non démocrati-

que (...) puisque soudain le destin de tout un pays dépendra d'un petit groupe de personnes ».

« Si chaque élection est contestée par les tribunaux, alors le processus démocratique en souffrira énormément », a averti M. Kissinger.

L'issue des élections américaines reste suspendue au décompte du vote dans l'État de Floride.

Une Europe soudain frileuse

Agence France-Presse

PARIS — La presse internationale pressait hier les États-Unis de mettre fin à l'incertitude électorale, soulignant la montée de l'inquiétude dans le pays et l'impact mondial de l'imbroglio présidentiel.

À Madrid, *El País* estime qu'« il est urgent maintenant de résoudre cette confusion et d'en finir avec l'incertitude sur le nom du président élu des États-Unis. Cette situation qui, dans n'importe quel pays démocratique, serait préoccupante, a un impact mondial extraordinaire lorsqu'il s'agit de la première et unique superpuissance de la planète », souligne le journal.

Pour le quotidien madrilène, « la bataille pour le vote entre les deux candidats et leurs partis respectifs devrait s'arrêter à la porte des tribunaux. Démocrates et républicains doivent être capables de trouver un consensus qui permette la proclamation d'un président exempt du moindre soupçon d'illégitimité (...) La présidence des États-Unis ne peut pas dépendre, en dernier recours, d'une décision judiciaire et de la meilleure ou pire stratégie d'une cohorte d'avocats ».

À Paris, *Le Journal du Dimanche* souligne que « l'inquiétude gagne les États-Unis » qui s'interrogent désormais sur leur système

électoral. *Le Monde* daté de dimanche-lundi, sous le titre « Le feuilleton américain », relève que l'incertitude électorale fait « plonger les marchés financiers, à Wall Street notamment, tandis que la Bourse de Paris hésitait ».

La presse britannique s'interroge de son côté pour savoir jusqu'à quel point le candidat démocrate Al Gore devait résister aux appels pressants de son rival républicain George W. Bush à abandonner la lutte pour la Maison-Blanche.

*The Observer* estime que Gore doit « se battre jusqu'à avoir épuisé le dernier recours raisonnable, jusqu'à ce que la totalité des résultats aient été validés » et, jusque-là, « résister aux pressions pour qu'il accepte une victoire de Bush au nom de l'unité nationale ».

*The Independent On Sunday* se montre en revanche particulièrement dur pour Al Gore. « Il est plus que vraisemblable que le résultat final donnera un nombre total de voix favorable à M. Gore mais la Maison-Blanche à M. Bush », écrit le journal. « Si les démocrates avaient vraiment voulu changer le système du collège électoral, ils ont eu huit ans de présidence Clinton pour le faire. »



Photo AP

L'interminable recomptage des voix exprimées par la Floride lors de la présidentielle de mardi dernier. Theresa LePore, superviseur de l'opération dans la circonscription de Palm Beach, y a consacré son dimanche après-midi.

Attention, nous donnons la note!

Le jeudi 16 novembre 2000, c'est journée **PORTES OUVERTES** à l'école de musique Vincent-d'Indy de 16h à 20h30

Des concerts d'étudiants sauront vous éblouir. Des professeurs se feront un plaisir de répondre à vos questions et pourront même vous orienter dans votre carrière musicale.

Vous comprendrez pourquoi la réputation de l'école de musique Vincent-d'Indy a une telle portée. L'École donne à ses élèves une formation musicale et collégiale de haut niveau.

De plus, elle leur assure un soutien pédagogique individualisé. En outre, Vincent-d'Indy offre une double formation collégiale, musique et sciences, en collaboration avec le Collège Jean-de-Brébeuf.

Le **16 novembre**, c'est un rendez-vous! Après tout, c'est aujourd'hui que demain se décide.

ÉCOLE DE MUSIQUE  
Vincent-d'Indy

Le collège de la relève musicale

628, Chemin de la Côte Ste-Catherine, Outremont (Québec) H2V 2C5  
Téléphone: 514•735•5261 télécopieur: 514•735•5266 Courrier électronique: admission@emvi.qc.ca



2908409

2908409

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

**Québec** 

*La Presse*

13 novembre 2000

Page A11 manquante



## FEMMES EN PLEURS

Photos AP et AFP

À gauche, Amounah Al Deges, du camp de réfugiés palestiniens de Jabalia, au nord de Gaza, qui pleurait hier son fils de 12 ans, Mohammed, tué par balle lors d'affrontements avec les soldats israéliens. À droite, photo prise il y a trois ans de Leah Rabin, pleurant sur la tombe de son mari, le premier ministre Yitzhak Rabin, assassiné il y a cinq ans par un extrémiste juif. M<sup>me</sup> Rabin vient de mourir d'un cancer à l'âge de 72 ans.



## Arafat prévoit la poursuite de l'Intifada

DIMA KHATIB  
Agence France-Presse

DOHA — Le président Yasser Arafat a affirmé hier que l'Intifada se poursuivrait. Le leader palestinien s'adressait au neuvième sommet islamique réuni à Doha où plusieurs appels ont été lancés pour la rupture de toute relation avec Israël.

« Notre peuple est plus que jamais déterminé, avec l'aide de ses frères et de ses amis, à poursuivre la lutte dans le cadre du soulèvement d'al-Aqsa (Jérusalem). C'est un soulèvement pour la liberté, l'indépendance et pour se débarrasser des griffes de l'occupation », a déclaré M. Arafat à l'ouverture du sommet panislamique.

Le président iranien Mohammad Khatami, dont le pays ne reconnaît pas Israël, a pressé les pays islamiques ayant des relations avec Israël à les rompre et à fournir une aide aux Palestiniens.

« Les pays n'ayant pas rompu leurs relations avec l'entité sioniste doivent les rompre d'urgence pour satisfaire l'opinion publique islamique qui exige une telle mesure », a déclaré M. Khatami, président sortant de l'OIC, lors d'une séance spéciale du sommet islamique consacrée à la situation dans les territoires palestiniens.

Peu auparavant, il avait proposé aux dirigeants du monde islamique « la mise en place de mécanismes d'aide à l'Intifada du peuple palestinien, qui est une résistance légitime ».

Il a présenté un plan de paix en quatre points prévoyant « un retour de tous les Palestiniens dans leur patrie » et « un référendum permettant aux musulmans, chrétiens et juifs de se prononcer sur (la nature) de leur futur État indépendant ».

Pour sa part, le vice-président du Conseil de commandement de la révolution irakienne (CCR, la plus haute instance dirigeante), Ezzat Ibrahim a appelé à la rupture des relations avec Israël.

« Le minimum est de mettre fin à toute relation avec l'entité sioniste », a dit M. Ibrahim, qui représente le président Saddam Hussein au sommet du Qatar.

## La violence persiste avant la rencontre Clinton-Barak

SERGUEI CHARGORODSKI  
Associated Press

JÉRUSALEM — Après avoir par deux fois rebroussé chemin, suite au détournement d'un avion russe sur Israël, Ehoud Barak faisait route hier vers Washington, où il devait être reçu dans la journée par Bill Clinton. Cette entrevue ne suscitait toutefois aucun optimisme, d'autant que les violences dans les territoires ont fait une nouvelle victime.

Mahmoud Abou Naji, un jeune de 17 ans du camp de réfugiés palestiniens de Jabaliya, a été tué hier au cours d'un nouvel incident entre lanceurs de pierres et militaires israéliens près du point de passage d'Erez, entre Israël et la bande de Gaza.

Selon des responsables de l'hôpital de Shifa, où la victime avait été admise, les soldats israéliens ont cette fois encore riposté aux jets de pierres en tirant des balles réelles sur les manifestants.

Par ailleurs, pour la première fois depuis le début des affrontements il y a six semaines, un Palestinien soupçonné de collaboration avec Israël a été abattu hier dans le vil-

lage d'A-Ram, au nord de Jérusalem. Des responsables de la sécurité palestinienne, s'exprimant sous le couvert de l'anonymat, ont précisé que Kasem Khlef était soupçonné d'avoir joué un rôle dans la mort d'un dirigeant des Tanzim, la milice du Fatah de Yasser Arafat, tué par une roquette israélienne jeudi près de Béthléem.

Parallèlement, des affrontements ont eu lieu à Hébron, en Cisjordanie, où des échanges de coups de feu ont été signalés de part et d'autre. Non loin de ces combats de rue, le convoi du Haut-Commissaire des Nations unies aux droits de l'homme, Mary Robinson, en visite dans l'enclave juive de la ville, a essuyé des tirs d'origine inconnue.

Au même moment, deux agriculteurs égyptiens ont été blessés par des rafales israéliennes à la frontière avec la bande de Gaza. Ils auraient été touchés par des balles tirées sur des Palestiniens à Rafah.

Des tirs en provenance de villages palestiniens ont par ailleurs visé à la mi-journée le quartier juif de Gilo, dans le sud de Jérusalem, entraînant une riposte immédiate de l'armée, selon des témoins.

Face à cette escalade quotidienne de la violence, la rencontre Clinton-Barak se présentait sous de mauvais auspices. Le premier ministre israélien n'a pas caché qu'il n'en attendait pas une relance des pourparlers de paix, gelés par six semaines de violences.

## Le monde salue Leah Rabin

Agence France-Presse

NICOSIE — La nouvelle de la mort hier de Leah Rabin, veuve du Premier ministre israélien Yitzhak Rabin, a été accueillie avec tristesse dans les capitales occidentales, dont les dirigeants ont salué le combat et l'engagement en faveur de la paix au Proche-Orient.

Leah Rabin est décédée hier à l'âge de 72 ans d'un cancer du poumon dans un hôpital de Tel-Aviv, cinq ans après l'assassinat de son mari par un extrémiste juif. Le nom de Yitzhak Rabin restera associé à l'enclenchement du processus de paix et des accords d'Oslo de 1993.

Le président Bill Clinton et sa femme Hillary ont fait part de leur profonde tristesse après avoir appris le décès de M<sup>me</sup> Rabin.

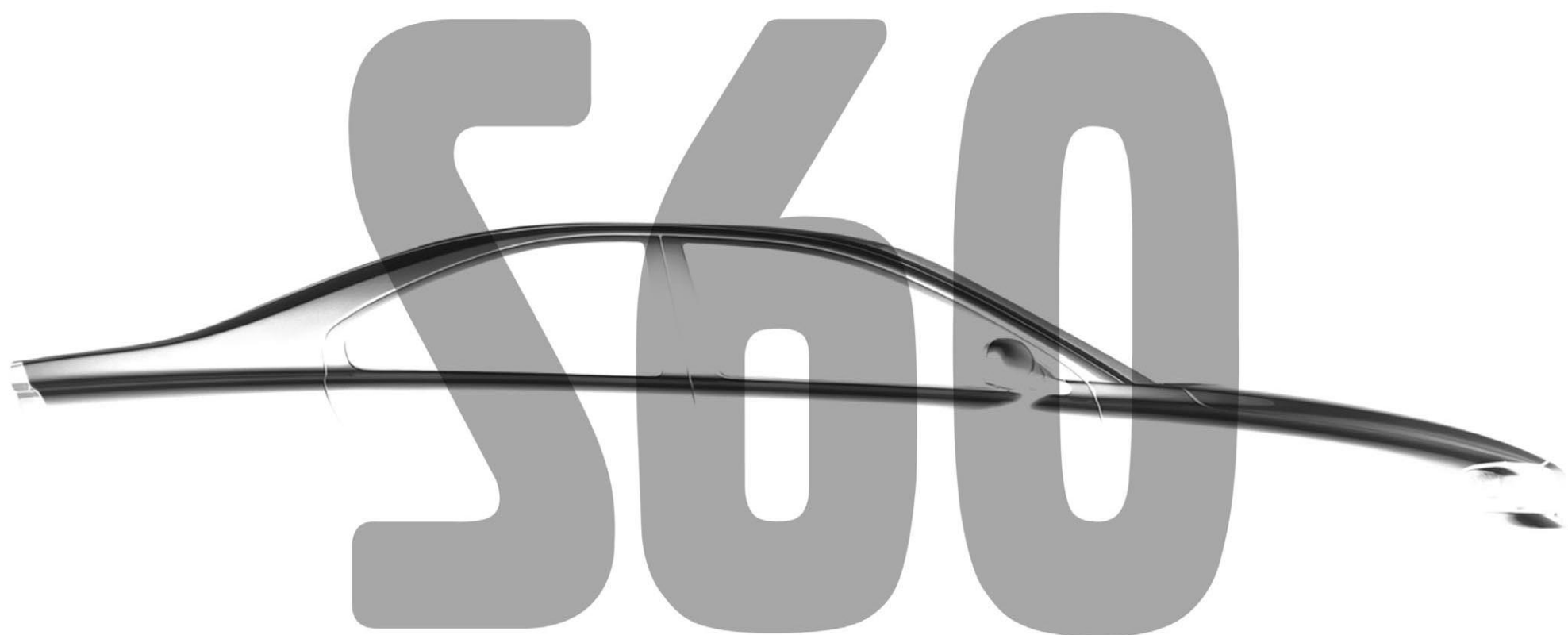
« Nous sommes profondément attristés ce matin d'apprendre la mort de Leah Rabin », a affirmé le président dans une déclaration quelques heures avant sa rencontre prévue avec le premier ministre israélien Ehoud Barak.

« Nous avons perdu une amie qui nous était chère et le Proche-Orient a perdu une amie de la paix », a-t-il poursuivi. « Mais le travail auquel Yitzhak et elle avaient consacré leur vie doit bien sûr continuer. Nos prières vont à la famille Rabin et au peuple d'Israël. »

De son côté, le président français Jacques Chirac a exprimé son « immense tristesse » en apprenant le décès de Leah Rabin, en laquelle il a salué une « femme de courage et de conviction, résolument engagée en faveur de la paix », a indiqué la porte-parole de l'Élysée Catherine Colonna.

**VOLVO**  
pour la vie

## VOLVO ANNONCE UNE MODIFICATION DES RAPPORTS DE FORCE.



VOICI LA NOUVELLE VOLVO S60. La performance turbo s'accompagne de caractéristiques luxueuses à prix abordables. Grâce aux rideaux gonflables latéraux et aux autres caractéristiques de sécurité légendaires de Volvo, la rue est maintenant un lieu sûr pour tous. La Volvo S60 prend une nouvelle direction, celle de la révolution.

**RÉVOLUTION**  
WWW.GROUPEVOLVO.COM

©2000 Automobiles Volvo du Canada Ltée. "Volvo pour la vie" est une marque de commerce d'Automobiles Volvo du Canada Ltée. N'oubliez pas de boucler votre ceinture. Visitez www.groupevolvo.com.

le groupe  
**VOLVO**

Montréal  
**UPTOWN VOLVO**  
4900, rue Paré  
(514) 737-6666

Saint-Hyacinthe  
**AUTOMOBILES CHICOINE INC.**  
855, rue Johnson  
(450) 771-2305

Sainte-Agathe  
**FRANKE VOLVO**  
180, rue Principale  
(819) 326-4775

Laval  
**VOLVO DE LAVAL**  
div. de: Boulevard St-Martin Auto  
1430, boul. St-Martin Ouest  
(450) 667-4960

Pointe-Claire  
**VOLVO POINTE-CLAIRE**  
15, Auto Plaza  
(514) 630-3666

Saint-Léonard  
**JOHN SCOTTI AUTO LTÉE**  
4315, boul. Métropolitain Est  
(514) 725-9394

Brossard  
**VOLVO DE BROSSARD**  
9405, boul. Taschereau  
(450) 659-6688

# Plus de peur que de mal pour les passagers du Tupolev

Le pirate avait détourné l'appareil à l'aide d'une fausse bombe

Agence France-Presse

OUVDA, Israël — Les 57 passagers et membres d'équipage du Tupolev de la compagnie daguestanaise Ynukovo détourné dans la nuit d'hier sur Israël ont eu plus de peur que de mal, et à vrai dire, leur pirate de l'air d'opérette n'a pas vraiment réussi à les effrayer.

Ce pirate, un homme d'une vingtaine d'années, a détourné l'appareil à l'aide d'une bombe factice, avant de se rendre sans incident à l'armée israélienne sur la base aérienne d'Ouvda, près d'Eilat (sud), où l'appareil s'était posé.

C'est en souriant et de manière décontractée qu'ils ont accueilli une meute de journalistes dans le

baraquement militaire où ils se remettaient de leurs émotions hier après-midi sur cette base d'Ouvda.

Naira Aminova, doctresse de 28 ans, explique qu'elle a laissé samedi son jeune fils à Makhatchkala, la capitale du Daguestan, une république autonome russe du Caucase, pour rejoindre son mari qui travaille à Moscou, lorsque, raconte-t-elle en riant, « le pilote nous a annoncé au micro, calmement, que nous étions détournés et allions atterrir à Bakou, puis continuer sur Tel-Aviv ».

A-t-elle eu peur? « Oui, un peu », admet-elle, bien qu'elle ne semble guère effrayée.

Le pilote en question somnole sur un banc au fond de la salle, en-

touré de deux hôtesses de l'air et absolument indifférent au déferlement de la presse. Une autre passagère, Naira, cherche un téléphone portable pour appeler son mari, mais c'est sa soeur qui répond. « Je m'en tire avec une bonne peur », s'esclaffe Jana Marakrova, 27 ans, professeur d'allemand dans la capitale du Daguestan, qui voyage en compagnie de son mari.

Pour sa part, Tamara Bakayeva sourit de ses dents en or. Elle tient à la main son fils, Upti, 11 ans, atteint d'une leucémie.

« Je l'emmenais pour un traitement dans un hôpital de Moscou, lorsque le bandit nous a menacés de cette bombe. Le petit a eu très peur », dit-elle.



Photo AFP

## Deuil ivoirien

Plus de 1000 personnes se sont rassemblées au coeur d'Abidjan, capitale de la Côte d'Ivoire, hier pour se rappeler la mort de partisans d'Alassane Ouattara, tombés lors d'émeutes qui ont fait suite aux élections présidentielles du 22 octobre dernier. M. Ouattara avait été interdit de candidature à ces élections pour des raisons techniques liées à sa citoyenneté.

## Trois attentats terroristes en Grèce

Agence France-Presse

ATHÈNES — Le groupe terroriste grec Cellules révolutionnaires a revendiqué hier soir l'explosion de trois engins incendiaires devant des succursales de la City Bank et de la Barclay's, ainsi que devant l'atelier d'un sculpteur, provoquant uniquement des dégâts matériels, a indiqué la police.

Le premier engin a explosé à 22h40 (heure locale) devant l'atelier du sculpteur gréco-américain Papayannis, à Métamorphossi, dans la banlieue nord d'Athènes.

La deuxième explosion s'est produite à 23h06 devant la succursale de la banque américaine City Bank, à Voula, une banlieue balnéaire du sud de la capitale. Un quart d'heure plus tard, un autre engin de fabrication artisanale a explosé devant une annexe de la Barclay's britannique, également à Voula.

Un inconnu se réclamant des Cellules révolutionnaires a revendiqué ces attentats lors d'appels téléphoniques au quotidien *Eleftherotypia*. Il n'a fourni aucune précision sur les mobiles des attentats.

**LE SECRET DÉCHIRANT DE KEVIN**

**ICI TAG**

**CE SOIR 21h**

19h.....Virginie  
19h30.....La Petite Vie  
20h.....4 et demi...

**ICI RADIO-CANADA**  
www.radio-canada.ca/tag

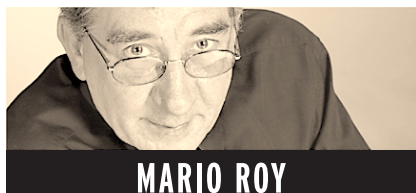
Virginie - Idée originale et auteur des textes : Fabienne Larouche - Réalisation-coordination : Michel Bériault  
La Petite Vie - Auteur : Claude Veunier - Réalisation : Pierre Séguin • 4 et demi... - Idée originale et textes : Sylvie Lussier et Pierre Poirier - Réalisation : Christian Martineau  
Tag - Idée originale, scénario et dialogues : Joanne Arseneau - Réalisation : Pierre Houle

## FORUM

## La Presse

ANDRÉ DESMARAIS > Président du conseil d'administration  
 GUY CREVIER > Président et éditeur  
 MARCEL DESJARDINS > Vice-président et éditeur adjoint  
 YVES BELLEFLEUR > Directeur de l'information  
 ALAIN DUBUC > Éditorialiste en chef

## Clinton, le navigateur



MARIO ROY  
 mroy@lapresse.ca

Peut-être Bill Clinton ne sera-t-il jamais considéré comme un des grands présidents de l'histoire américaine, un Lincoln ou un F. D. Roosevelt, ou même un Truman ou un Reagan. À son grand dépit, d'ailleurs, lui qui fut toujours grandement préoccupé par le souvenir que les générations futures garderont de lui.

Curieusement, c'est lui, néanmoins, qui aura certainement le plus profondément transformé — pour le meilleur et pour le pire — la nature même de la présidence, ses pompes et ses oeuvres, son style et son image.

Sans parler du fait qu'il aura régné sur huit années d'une prospérité que l'Amérique n'avait pas connue depuis les glorieuses Sixties. Peut-on attribuer ce succès à un seul homme, fut-il président de l'unique superpuissance de la planète? Non, bien sûr. On connaît suffisamment les limites de l'intervention politicienne en cette matière. Mais on peut certainement porter au crédit du 42<sup>e</sup> président américain le fait de... ne pas avoir contrecarré cette croissance, ce qui est plus qu'on peut en dire de bien des hommes politiques, aux États-Unis ou ailleurs!

En somme, Clinton avait visiblement une recette, qu'il a élaborée de manière intuitive et empirique, peut-être, mais qui a fonctionné.

De sorte que, entre les positions de gauche (justice sociale et libéralisme moral) défendues par une portion importante de la base du Parti démocrate, et la nécessité de gouverner à droite (lutte au déficit et libre-échange) en matière économique, Bill Clinton a su naviguer avec habileté. Tout comme il a réussi à ne pas se briser sur tous les récifs, les Monica et autres White-water, surgissant à sa proue.

Sa version du libéralisme s'est révélée unique: un mélange de conservatisme généreux, humain, et de progressisme prudent, sensé.

Bref, William Jefferson Clinton aura été, plus que tout autre chose, un grand navigateur.

Entre le 3 novembre 1992, moment où Clinton s'est installé dans le bureau ovale, et le 20 janvier 2001, lorsqu'il quittera la Maison-Blanche (si on finit par lui désigner un successeur!), l'Amérique se sera profondément transformée. Mondialisation, dématérialisation, intégration, autoroute électronique et le reste: la substantifique moelle de l'économie s'est métamorphosée.

Ce virage, les États-Unis l'ont pris, sous Clinton, avec un enthousiasme et un degré de réussite stupéfiants.

En huit ans, le taux de chômage y est passé de 7,5 à 3,9 %, chiffre réputé incompressible. Toujours préoccupante à près de 12 %, la pauvreté a néanmoins reculé de trois points de pourcentage, atteignant son plus bas niveau en 30 ans. Plus remarquable encore, ces changements ont touché toutes les communautés ethniques. L'inflation a été jugulée et le taux de propriété a augmenté, tout comme le revenu médian, l'accès à la classe moyenne supérieure et l'espérance de vie. La criminalité ainsi que la mortalité due au sida — ce mal symbolique des sombres années 80 — ont diminué de spectaculaire façon: de 48 à 33 crimes par 1000 personnes dans le premier cas, de 12,6 à 4,6 décès par 100 000 dans le second.

Pendant ce temps, les finances publiques fédérales passaient d'un déficit record de 290 milliards, en 1992, à un surplus tout aussi inédit de 237 milliards, en 2000.

Et l'Amérique redevenait dans les domaines qui comptent, la recherche, l'innovation, le développement, le maître du monde. Cependant, être fondamentalement tourmenté, Bill Clinton se montre davantage porté aujourd'hui à se rappeler de ses échecs qu'à brandir cet extraordinaire bilan.

Par exemple, on dit qu'il a été profondément heurté par l'attitude d'Al Gore qui, le trouvant plus ou

moins infréquentable, a mené sa campagne sans solliciter son aide — le candidat démocrate à la présidence doit amèrement le regretter aujourd'hui... Encore: dans une entrevue accordée au *New Yorker*, Clinton a pris à son compte l'échec de la réforme des soins de santé, pilotée par son épouse Hillary. Et a dit regretter la façon dont il a engagé les troupes américaines en Somalie, en 1993.

Sur la scène internationale, en effet, le président sortant n'aura rien offert de spectaculaire, si ce n'est manifester son ouverture sur le monde en résistant aux courants isolationnistes toujours vivaces aux États-Unis. C'est de cette façon qu'il a pu normaliser les relations commerciales avec la Chine, tendre la main à la Corée du Nord et ouvrir l'Alliance atlantique aux pays de l'Est.

Autrement, son action s'est cantonnée le plus souvent dans la zone grise des demi-réussites ou des demi-échecs. Et il est significatif qu'aux dernières semaines de son mandat, ses efforts, peut-on prévoir, iront à résoudre les problèmes liés à la situation au Proche-Orient.

Alors, si l'ex-gouverneur de l'Arkansas fut si... ordinaire une fois installé au 1600 Pennsylvania Avenue, pour quoi assiste-t-on, avant même qu'il n'ait quitté ses fonctions, à l'émergence d'une « Clinton nostalgia », comme l'a noté le *Washington Post*? Pourquoi, si la Constitution l'avait autorisé à se présenter pour un troisième mandat, 60 % des électeurs auraient-ils préféré voter pour lui plutôt que pour Gore?

On se trouve ici ailleurs que dans le monde froid et rationnel de l'analyse politique et des bilans comptables.

C'est devenu un cliché: né en 1946, Bill Clinton a été le premier *baby-boomer* à s'asseoir dans le fauteuil qui fait de l'homme qui l'occupe le dirigeant le plus puissant de la planète. À la Maison-Blanche, il a fait entrer avec lui toute une génération qui s'est reconnue, et qu'on a reconnue, en lui. Clinton avait en effet toutes les qualités que les *baby-boomers*, assez orgueilleux, s'attribuent volontiers. Et tous les défauts que leurs ennemis leur prêtent tout aussi gaillardement...

Parti de nulle part pour arriver au sommet, très intelligent, cultivé, chaleureux et sensible, aussi hédoniste et anticonformiste que le permet la fonction (et même davantage encore...), Bill Clinton s'est également révélé perclus de faiblesses, désinvolte avec la vérité, porté à l'indécision, éternel adolescent et horriblement narcissique.

Un *boomer*, quoi!

L'Histoire retiendra sans doute que ses qualités ont prévalu. Et qu'on lui a pardonné ses défauts.

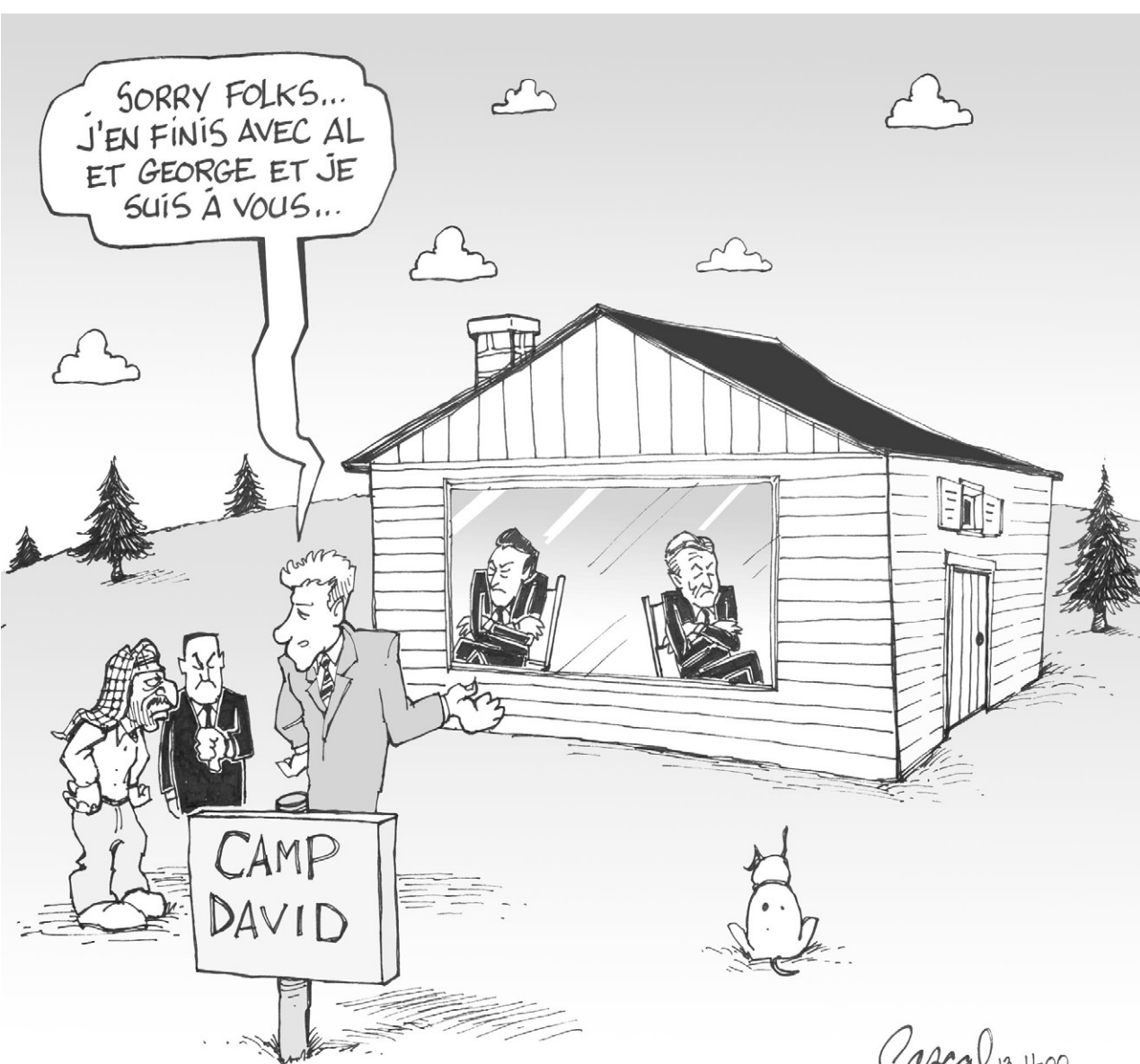
De sorte que, en jouant du saxophone chez Arsenio Hall, en parlant de ses sous-vêtements préférés sur les ondes de MTV, en confesant qu'il a fumé du pot, en déclenchant (bien involontairement) des discussions dans les chaumières sur la question de savoir si la fellation est un acte adultère, Clinton a fait entrer la présidence dans une sphère de la vie américaine où elle n'avait jamais pénétré: celle de la « petite vie » — ceci dit sans connotation péjorative — et de la culture populaire.

Après les Rolling Stones, c'est la présidence américaine qui, sous Clinton, est devenue « the greatest show on earth », s'entend-on pour constater aujourd'hui!

Ce n'est d'ailleurs pas un hasard si, depuis huit ans, deux douzaines de films hollywoodiens ont été tournés à partir d'intrigues construites dans ou autour de la Maison-Blanche — les plus connus étant *Primary Colors* et *Air Force One*, ces deux oeuvres dépeignant des présidents n'ayant vraiment rien en commun...

En 1995, un critique statuait, après avoir visionné un autre de ces films, celui réalisé par Rob Reiner: « Parmi toutes les émotions que *The American President* ranime, une des plus intenses est la pure et simple affection pour la présidence ».

Voilà: à l'endroit de Bill Clinton, son *boy*, la nation américaine éprouvait, éprouve et éprouvera toujours une très grande affection.



Pascal 13-11-00

Pascal Élie, collaboration spéciale

## Pour un véritable enseignement du français (2)

**La grande réforme de l'éducation du ministre François Legault a été lancée cet automne dans la plus grande confusion. Mais au-delà de ces ratés initiaux, les concepts pédagogiques que Québec entend implanter font craindre que cette réforme puisse avoir des effets désastreux sur le système d'éducation et donc sur nos enfants. Notre éditorialiste Michèle Ouimet, dans ce deuxième texte d'une série de quatre éditoriaux, nous aide à comprendre les causes du dérapage, à mieux connaître la nature de cette réforme déaturée, à en découvrir les aberrations et à en mesurer les conséquences.**



MICHÈLE OUIMET  
 michele.ouimet@lapresse.ca

Minoritaires dans une Amérique anglophone, les Québécois ont toujours accordé une grande importance à l'enseignement du français. Devant la Commission des états généraux sur la situation de la langue, de nombreux observateurs ont souligné la faiblesse du français enseigné à l'école.

Avec sa réforme du primaire et du secondaire qui a débuté en septembre, le ministère de l'Éducation avait une occasion en or pour corriger le tir. Mais au lieu d'en profiter, il a bêtement répété les erreurs du passé. Même si dans le nouveau programme de français, on ne parle plus d'objectifs, mais plutôt de compétences, rien n'a changé. C'est toujours la même approche communicative, la même sauce qui est proposée avec les résultats désastreux que l'on connaît.

Les bureaucraties n'ont-ils rien compris? Ne savent-ils pas que 50 % des candidats à des postes d'enseignants à la Commission scolaire de Montréal échouent le test de français — qui est pourtant de niveau cinquième secondaire —, même s'ils ont droit à un dictionnaire et une grammaire? N'ont-ils pas noté que l'Université de Montréal a créé un centre qui offre des mesures de soutien aux étudiants car 30 % d'entre eux éprouvent d'importantes difficultés en français écrit ou en méthodologie?

Le nouveau programme de français, qui a débuté en septembre au premier cycle du primaire, croule sous les compétences et les sous-compétences. Lorsqu'un enfant de première année lit, il doit « démontrer son ouverture à l'univers culturel lié à la langue », « porter un jugement esthétique », « intégrer ses acquis culturels dans ses expériences de lecture », « évaluer son implication culturelle », « nommer les émotions ou les sentiments au cours d'une expérience culturelle », « explorer les raisons de sa préférence ou de sa résis-

tance à l'égard d'une oeuvre », « signaler la présence de stéréotypes », « mentionner les préjugés dont il veut se défaire », etc.

Nulle part, le mot *étudier* n'apparaît. Il n'est question que de mentionner, établir, recueillir, expérimenter, transposer, utiliser... Une chose est sûre, les fonctionnaires du ministère disposent d'excellents dictionnaires de synonymes.

Et pourquoi ne pas simplement ouvrir un livre et lire? Pourquoi découper avec un tel soin maniaque chaque geste, chaque réflexion, chaque apprentissage et l'emprisonner dans une compétence? Comment un enseignant qui a 30 petits de six ans dans sa classe va-t-il réussir à recueillir, expérimenter, utiliser, transposer, explorer...? Pire, comment va-t-il noter tout ça dans un bulletin que les parents pourront comprendre?

Au secondaire, la réforme est en cours depuis septembre 1997. En 1995, le ministre de l'Éducation, Jean Garon, avait promis de donner un sérieux coup de barre et de revoir de fond en comble le programme de français en vigueur depuis 1980. Dans un fol élan d'enthousiasme, le ministre avait même promis que les élèves seraient obligés de lire au moins quatre oeuvres littéraires par année.

Peine perdue. Le nouveau programme privilégie toujours l'approche communicative qui fabrique des générations d'élèves qui s'enfargent dans les règles de grammaire et ignorent, à la fin de leurs études, ce qu'est un pronom ou un verbe pronominal. Jean Garon s'est fait rouler dans la farine par ses bureaucraties.

Par contre, les fonctionnaires ont retenu l'exigence du ministre Garon et les élèves doivent lire quatre oeuvres littéraires par année. Mais à côté des Anne Hébert ou des Marie-Claire Blais, ils lisent aussi des baux, des mémos, des articles de journaux et des consignes.

Pour Jean Larose, professeur d'études françaises à l'Université de Montréal, « utiliser des formes inférieures pour enseigner le français, est une erreur pédagogique profonde. C'est comme si on enseignait la géographie avec des prospectus de voyage ».

Il a raison. Le ministère doit se débarrasser de ces lectures inutilisées. Dans leur vie, les enfants au-

ront tout le temps voulu pour lire des mémos et des modes d'emploi. Mais ils n'auront peut-être jamais plus l'occasion de découvrir les chefs-d'oeuvre de Gabrielle Roy, Zola ou Dostoïevski.

Du côté de l'écriture, la situation est tout aussi désespérée. Avant d'écrire un texte, un élève du secondaire doit « analyser sa situation de communication », « se situer comme émetteur », « préciser son intention de satisfaire un besoin d'expression », « prendre conscience des facteurs qui peuvent influencer sur la production de son texte », « examiner ses conditions d'écriture », « déterminer les caractéristiques (psychologiques, sociales, cognitives, etc.) de son destinataire »... Au total, l'élève doit répondre à 57 compétences et sous-compétences. De quoi tuer n'importe quel élan créateur.

Quant aux règles de grammaire, elles sont énumérées dans la deuxième partie du programme. Le ministère précise qu'il privilégie une démarche scientifique. Pour apprendre la règle de l'accord du participe passé avec le verbe avoir, par exemple, l'élève doit observer plusieurs phrases, trouver une constante, formuler une hypothèse et la vérifier. Le jeune découvre alors la règle de l'accord.

Cette approche du tâtonnement est non seulement irréaliste dans une classe de 30 adolescents, mais elle condamne l'élève à réinventer le bouton à quatre trous.

De plus, la grammaire classique a été mise de côté. Il n'y a plus de grammaire commune. Tout est dispersé. Certains grammairiens inventent des mots, comme les compléments de phrase. Dans le nouveau programme, les professeurs découvrent des notions grammaticales qu'ils ne soupçonnaient pas. L'adjectif, par exemple, devient complément du nom et non plus épithète. Dans la belle chambre, belle est un complément du nom (!).

Cette nouvelle poutine grammaticale adoptée par le ministère s'appelle la grammaire de la phrase et du texte. Elle s'inspire largement du livre *Ouvrir la grammaire*, écrit par un Suisse, Éric Genéway. Elle a été peu à peu adoptée depuis 1972 par la Suisse romande.

Pourquoi tout changer — encore une fois — alors que les élèves ont tant de difficultés en français?

Et pour compliquer le tout, le programme s'appuie sur une pédagogie par projet. À travers une activité signifiante, l'élève butine à droite et à gauche et attrape des bouts de savoir. Il fait du *zapping* pédagogique. Il apprend, mais la structure de la matière est éclatée car au-delà du projet, il n'y a pas d'apprentissage systématique. En bout de ligne, on peut parier qu'il ne retiendra pas l'accord du participe passé avec le verbe avoir même s'il l'a vu des dizaines de fois. Et ça, c'est dramatique.

Demain: « Des bulletins fous »

## FORUM

# Enfance en difficulté : existe-t-il un modèle québécois ?

Depuis le début de l'automne, la télévision de Radio-Canada présente une nouvelle série, *Tag*, qui porte sur l'adolescence et la délinquance, la violence et l'exclusion. Nous profitons de l'intérêt que suscitent ces dramatiques pour poursuivre plus loin la réflexion et prolonger dans la réalité le questionnement amorcé dans l'univers de la fiction.

JACQUES MOREAU

L'auteur est professeur agrégé à l'École de service social de l'Université de Montréal.

LE RAPPORT du Vérificateur général du Québec pour l'année 1997-98 a fait part publiquement du piètre état des services sociaux offerts aux jeunes et a posé de très sérieuses questions tant sur les orientations, l'accessibilité, le financement, la gestion, la complémentarité, le professionnalisme et les résultats obtenus par ce réseau de services. Après ce rapport qui lui-même succédait aux rapports



Jacques Moreau

« Bouchard », « Jasmin », « Harvey », « Cliche » et Lebon (en ai-je oublié ?), il est temps de se demander sérieusement où en est ce réseau qui fait régulièrement les manchettes depuis quelques temps.

La meilleure perspective pour saisir la spécificité d'un modèle est souvent de le comparer à d'autres. En se centrant davantage sur la protection de la jeunesse, qui représente une part majeure des budgets et des efforts consentis aux enfants en difficulté, il est instructif de regarder outre-frontière pour voir comment d'autres gouvernements abordent ce secteur et conçoivent les services. Sans se disperser avec des exemples un tant soit peu exotiques comme ceux de la Nouvelle-Zélande ou de l'Australie, et sans se comparer aux États américains plus progressistes en ces matières (notamment l'Ohio et l'Illinois), il suffira de se limiter à un rapide examen des services aux jeunes en difficulté de l'Ontario. En comparaison, le Québec fait non seulement figure de parent pauvre, mais apparaît prisonnier de ses guerres de clans interministérielles et dénué de toute stratégie intégratrice de ses services à l'enfance.

Ainsi, alors que le Québec rognait dans les budgets des centres jeunesse (déjà constamment sous financés depuis la mise en application de la Loi sur la protection de la jeunesse en 1979); que le taux d'encadrement y était réduit souvent de moitié (dans certaines équipes on retrouve parfois un seul gestionnaire pour plus de trente intervenants, alors que la norme nord-américaine est de 1 pour 5-7); qu'au plan provincial aucun standard ou formation ne sont prévus; que les familles d'accueil sont

sous-payées (per diem de base de 14,73 \$) et très peu soutenues... notre voisin ontarien, non seulement n'a pas coupé ces services, mais il y investit depuis trois ans par centaines de millions les tarifs de base minimaux des familles d'accueil sont notamment passés de 14 \$ à tout près de 26 \$). Par ailleurs, le ministère des Services sociaux et communautaires de l'Ontario s'attache à répondre point par point aux recommandations formulées récemment par un comité présidé par le coroner en chef de l'Ontario qui souhaitait des modifications à la loi assurant mieux la protection des enfants, des standards professionnels plus élevés, un système de formation provincial obligatoire (il sera de 12 semaines pour tout nouvel employé, avec examen et certification), un taux d'encadrement plus serré (un superviseur pour cinq intervenants), un système de financement qui assure à la fois un contrôle de sa « productivité » et qui garantit les services (sans liste d'attente), un monitoring serré des opérations avec un système d'information performant, une formation obligatoire de trois jours pour l'ensemble du personnel des 55 Sociétés d'aide à l'enfance (plus de 5700 personnes) pour maîtriser les concepts et les outils retenus pour la gestion du risque en protection.

Autre caractéristique qui a son importance, la judiciarisation : son taux et son mode. Alors que l'Ontario maintient sous la barre des 10 % les cas pour lesquels il faut mettre en place l'artillerie lourde que constitue le système judiciaire, cela se fait là-bas en procédant par affidavit, ce qui facilite la preuve et évite de gaspiller le précieux temps des intervenants sociaux. Pendant ce temps-là, au Québec, la judiciarisation frise pratiquement les 70 % (!), constitue souvent une épreuve pour les enfants et leurs parents et utilise annuellement plusieurs dizaines de milliers d'heures d'intervenants sociaux appelés à se prêter au jeu du témoignage et des contre-interrogatoires. M<sup>e</sup> Binet a raison de parler de la ju-

diciarisation de la pauvreté ! En porte à faux depuis 1972, avec un partage des services jeunesse entre les CLSC et les Centres Jeunesse (auparavant avec les CSS), les services à la jeunesse en difficulté ont toujours fait l'objet d'un difficile arrimage entre eux, qui complique par le fait même les liens naturels qui devraient se tisser avec les écoles, les organismes communautaires et maintenant le Centre de la petite enfance (CPE). Depuis un an, on a tenté d'initier des mécanismes d'appui entre les CLSC et les Centres Jeunesse. Mais, comme l'un et l'autre sont sous financés, comme il n'y a pas de standards, de programmes ou de stratégies provinciales bien définies, comme il n'y a pas de formation ou d'outils communs (enfin très peu), comme il n'y a pas de suivi rigoureux, chacun tente, avec ses pauvres moyens de faire pour le mieux, souvent en réinventant la roue, le feu et j'en passe... (...)

On peut se demander comment il se fait que les ministères de l'Éducation, de l'Enfance et de la Famille, de la Justice et de la Santé et de Services sociaux interviennent auprès des enfants sans se doter d'un cadre commun, stratégique et intégrateur des mesures. Avons-nous oublié que le décrocheur, l'enfant négligé, le jeune contrevenant, l'ado avec des problèmes de toxicomanie ou des problèmes de santé mentale, le futur criminel et assisté social est très souvent le même enfant ? Que cet enfant suit une trajectoire développementale dont les problèmes se transforment avec l'âge mais qui sont tous l'expression d'une seule et même souffrance ?

Ainsi alors que le MEQ a tenu des états généraux où l'ensemble des problèmes d'adaptation ont pu être soulevés, on se rend compte, malgré un avis fort bien documenté du Conseil supérieur de l'éducation, que les écoles coupent elles aussi dans le personnel qui peut orienter, soutenir et venir en aide aux jeunes les plus mal pris de notre société. Quel réel souci a-t-on au Québec pour le développement des enfants et des jeunes profondément dans le besoin ? On est bien loin de ce qui se fait en Suède et en Norvège dans le milieu scolaire ou même dans certains États américains où des FULL SERVICES SCHOOLS donnent accès à l'ensemble des services requis dans un cadre normalisant et intégrateur.

Le Québec aurait donc intérêt,



Alors que le MEQ a tenu des états généraux où l'ensemble des problèmes d'adaptation ont pu être soulevés, on se rend compte, malgré un avis fort bien documenté du Conseil supérieur de l'éducation, que les écoles coupent elles aussi dans le personnel qui peut orienter, soutenir et venir en aide aux jeunes les plus mal pris de notre société.

s'il est vraiment « fous de ses enfants », à suivre d'un peu plus près ce qui se passe ailleurs dans le monde. Ce n'est pas avec un simple ajout d'un ministre « associé » et quelques petits millions pour diminuer les listes d'attentes que l'on pourra compenser le manque flagrant de vision de nos ministères, l'absence de stratégie concertée, les lacunes graves au plan des moyens mis en oeuvre... ni les conséquences pénibles et catastrophiques pour des milliers d'enfants. Si l'inaction persiste, il faudra s'attendre à ce que l'État québécois paie longtemps pour les pots cassés d'un parcours développemental mal soutenu (faible développement cognitif, retards scolaires, décrochage, sous-qualification, dépendance économique, transmission intergénérationnelle des facteurs d'inadaptation, etc...). Faut-il méditer encore longtemps sur le fait que les enfants abusés sexuellement (par exemple) sont exposés sept fois plus à des risques de chimio-dépendance et dix fois plus au suicide avant d'agir (OACAS, 1996) ?

Comme l'indique la succession

des rapports au début de cette lettre, le Québec est champion de ce genre de produits et champion de réformes successives de ses structures. Par contre, lorsqu'il s'agit de mettre sur pied des actions concrètes appuyées par un leadership clair et sans équivoque, financées adéquatement et qui aboutissent dans des services à l'enfance en difficulté « efficaces et efficaces » le Québec traîne de la patte et accuse un net retard sur le reste du monde.

Lors de sa parution, il y a déjà un an et demi... le rapport du Vérificateur général aurait du susciter un vif débat à cause de la description désastreuse, à juste titre, qui est faite des services pour l'enfance en difficulté au Québec. Pas seulement ceux pour adolescents suicidaires et/ou toxicomanes. Ceux de tous les enfants québécois en besoin de services, tous âges confondus. Or, de débat, de questionnements, de bouleversements, je n'en ai point vu, point entendu. (...)

À quand des états généraux sur les services à l'enfance en difficulté et un véritable débat national sur cette question ?

Avons-nous oublié que le décrocheur, l'enfant négligé, le jeune contrevenant, l'ado avec des problèmes de toxicomanie, le futur criminel et assisté social est très souvent le même enfant ?

## RÉPLIQUES

### Réforme scolaire : une question de choix !

MICHEL CARBONNEAU

L'auteur est chercheur et a travaillé pour le ministère de l'Éducation dans le dossier de la réforme scolaire.

J'AI PERSONNELLEMENT été mis en cause dans l'article de Marc Thibodeau intitulé « Une réforme peu scientifique », publié dans *La Presse* du 26 octobre dernier. L'essentiel de l'argumentation présentée dans le texte de Monsieur Thibodeau tient au fait que « le nouveau curriculum n'a pas été testé au préalable... que le ministère s'est contenté de recueillir des appréciations subjectives, des impressions... qu'il n'y a pas eu d'évaluation scientifique... en définissant par exemple un groupe témoin et des modalités d'évaluation permettant des comparaisons rigoureuses. » Je tiens à réagir à ces propos.

Un dispositif expérimental n'est pas bon dans l'absolu mais se doit d'être adapté à la nature de ce que l'on étudie. Tout sujet ou tout objet ne gagne pas nécessairement à être étudié au moyen d'un schéma expérimental entendu au sens strict. C'est le cas d'un programme scolaire et, à plus forte raison, d'un curriculum en raison, principalement, de leur complexité et du caractère irréductible de cette complexité. Avant de privilégier une telle expérimentation, il convient de se demander dans quelle mesure elle est appropriée à l'objet d'étude et aux questions pour lesquelles on cherche des réponses.

Il en est de même pour l'évaluation qui varie selon l'objectif poursuivi, l'objet à évaluer et le contexte dans lequel elle est menée. Sa scientificité est essentiellement une question de méthode et de rigueur propres à en assurer la validité et l'objectivité. Et elle n'a pas à être quantitative pour être scientifique.

En toute logique, une réforme ne peut être dite scientifique ou non scientifique. Sa conception et sa mise en place supposent des choix. Or, même si les concepteurs et les décideurs ont recours aux données de la recherche et de la science pour fonder leurs choix et leurs décisions, cela n'en fait pas pour autant une réforme scientifique. Mettre à con-

tribution le monde de la science est certes une excellente idée mais il ne faudrait pas croire qu'il a réponse à toutes nos interrogations. Il n'y a qu'à observer les divergences de point de vue entre scientifiques pour s'en convaincre !

Par ailleurs, vouloir tester un curriculum équivaut à vouloir tester l'ensemble des personnels et services d'une école. Comment y parvenir au moment de sa conception, donc avant son implantation, sachant que ses retombées ne peuvent véritablement être appréciées que cinq à dix ans après sa mise en place ? Une telle évaluation a priori est donc tout à fait irréaliste.

La meilleure façon de s'assurer de la valeur d'un programme est encore de réunir les conditions qui feront que son élaboration réponde à des critères de qualité. L'évaluation vient ensuite pour apporter les correctifs qui permettront d'améliorer le produit. C'est pour cette raison qu'une expérimentation a été lancée dans 16 écoles dites écoles ciblées. Plus de 70 enseignants ont ainsi mis le programme à l'épreuve. La tâche de l'évaluateur consistait à dégager les leçons de cette mise à l'essai et le travail a été mené avec la méthode et la rigueur scientifiques qui convenaient. C'est faire injure à une personne que de citer un propos humoristique tenu devant une assemblée de 500 personnes comme la preuve du peu de sérieux de son approche. L'évaluation en écoles ciblées avait trait aux perceptions et jugements des enseignants et autres acteurs à l'égard des nouveaux programmes. Les données ont été

recueillies par voie d'entrevues dirigées et semi-dirigées, collectives et individuelles et ce matériel a été traité par des techniques d'analyse de contenu, de réduction et de triangulation des données. De telles méthodes sont tout à fait appropriées à l'objet investigué. Faire notamment appel à l'expertise professionnelle des enseignants pour avoir un aperçu de la pertinence et du réalisme d'un programme est parfaitement justifiable. Cela suppose que l'on accepte la cohabitation de paradigmes divers en matière de recherche en éducation et que l'on ne tienne pas pour méprisables un exercice sous prétexte qu'il ne répond pas à toutes les questions.

Comment tester un curriculum avant même son implantation ?

### De ceux qui jouent à l'avocat

RONALD MONTCALM

L'auteur est bâtonnier du Québec.

COUP SUR COUP, à quelques semaines d'intervalle, les émissions de télévision « La Facture », de Radio-Canada, et J.E., de TVA, ont exposé récemment des situations devant lesquelles le Barreau du Québec ne peut rester silencieux.

Rappelons les faits : des individus, sans formation particulière en droit et ne bénéficiant d'aucun encadrement professionnel, flairant sans doute la vulnérabilité de gens aux prises avec des problèmes importants devant les tribunaux administratifs du Québec, ont non seulement fourni des services de « représentation » à ces personnes moyennant une rémunération exorbitante et sans rapport avec leurs compétences, mais leur ont, ce faisant, causé un tort certain.

Le tout mérite d'être mis en perspective. Avec l'expansion du rôle de l'État depuis la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, il est de plus en plus fréquent que les citoyens se retrouvent devant un tribunal administratif plutôt que devant une cour de justice.

Afin de répondre à ces besoins, le législateur québécois décidait, il y a quelques années, que la représentation des ci-



Ronald Montcalm

toyens devant certains organismes ou tribunaux ne devrait plus nécessairement être assumée par des avocats. On visait alors essentiellement à permettre aux conseillers syndicaux de jouer ce rôle dans des cas bien précis et ceux-ci s'en acquittent, la plupart du temps, fort honorablement.

Il faut savoir par contre que les citoyens ainsi « représentés » ne bénéficient d'aucune des garanties qu'offrent, par exemple, les membres du Barreau. En effet, l'appartenance à un ordre professionnel est garante d'un niveau de qualité des services.

Le Barreau met donc en garde la population contre le recours aux services de ces « conseillers » de tout acabit, sans formation ni encadrement. Il nous apparaît, de la même façon, pour le moins hasardeux de retenir les services d'avocats ayant été radiés du Barreau et qui continuent néanmoins, nous dit-on, à représenter des citoyens devant certains de ces tribunaux. (...) Faudrait-il peut-être que l'État envisage, afin de mieux protéger le public, d'établir des règles d'encadrement pour ces « conseillers » qui, actuellement, ne sont assujettis à aucune mesure de contrôle et partant, à aucune vérification de compétence.

**Bibliothèque  
et Archives  
nationales**

Québec 

*La Presse*

13 novembre 2000

Page A16 manquante